

# LANGUEDOC-ROUSSILLON





Avec le premier vignoble de France (234 500 ha en 2013, 30 % du vignoble national), le Languedoc-Roussillon a une agriculture très marquée par la viticulture (plus de la moitié de la valeur de la production agricole), secteur aux revenus médiocres (18K€ par travailleur non salarié en 2013). Ainsi, le revenu moyen par actif agricole non salarié situe le Languedoc-Roussillon en dernière place des régions françaises, même si l'écart se réduit.

La région est un amphithéâtre sur la mer avec de l'élevage en Lozère et dans les Pyrénées. L'essentiel des cultures consommatrices en pesticides sont dans la plaine littorale et l'ouest audois: viticulture, fruits et légumes, grandes cultures et semences... dans un contexte méditerranéen dominant (à nuancer dans les montagnes). Les quatre départements littoraux ont été classés à « enjeu pesticides » dans le Schéma directeur d'aménagement et gestion des eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée, révélant une contamination importante des eaux.

Le plan d'action régional, validé le 8 juillet 2010, s'articule autour de 4 enjeux :

- organiser la gouvernance régionale, suivre les réalisations et communiquer ;
- réduire l'utilisation des phytosanitaires en agriculture ;
- tendre vers le « zéro phyto » en zone non agricole (ZNA) ;
- mettre en synergie les actions de recherche, d'expérimentation, de démonstration et de formation.

## GOVERNANCE

### Dates de réunions des CROS

8 juillet 2010,  
11 juillet 2012,  
8 juillet 2014

### Nombre de groupes de travail

**3**  
Comités techniques

### Structure du plan d'action régional

#### Plan d'action régional validé

le 8 juillet 2010

**16**  
fiches actions  
**4**  
d'enjeux régionaux

## ACTION PHARE

### Forum sur la pulvérisation en viticulture (IFV/ IRSTEA/ Chambres d'agriculture Languedoc-Roussillon/ FDCuma)

Le 5 novembre 2013, ce forum présente les travaux menés pour optimiser l'application des produits phytosanitaires et ainsi réduire leur impact. Après des premiers essais au vignoble, et la validation de protocoles sur la vigne artificielle EvaSprayViti, les essais d'évaluation de la pulvérisation ont montré qu'une même dose appliquée à l'hectare cadastral conduit à des dépôts par unité de surface sur les organes cibles (feuilles et grappes) très variables (facteur de 1 à 9) en fonction du stade de végétation, des pratiques et du matériel, d'où a priori de **larges perspectives d'optimisation et réduction** de l'utilisation des pesticides. Issue de ces travaux, une **première fiche conseil**, élaborée par le groupe régional machinisme (même intervenants que pour le forum), est parue début 2014 pour « **Réduire les phytosanitaires lors des premiers traitements sur vigne** » (téléchargeable sur le site de l'IFV, de la DRAAF, ou d'EcophytoPic)

Le travail se poursuit, avec un financement de l'ONEMA pour développer une **éco-évaluation des systèmes de pulvérisation** afin de contribuer à l'amélioration du parc de pulvérisateurs, en partenariat avec des constructeurs de matériels.



# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Depuis 3 ans, le **réseau FERME artichaut/salade** affiche une baisse de l'IFT moyen de l'ordre de 25%. Une nouvelle stratégie de protection des parcelles privilégie l'observation et le raisonnement plutôt que l'approche sécuritaire et répétitive. La prise de conscience de l'intérêt de protéger la faune auxiliaire est utile dans la lutte contre certains bio agresseurs.

Le groupe FERME s'appuie sur les résultats du projet EXPECOPHYTO mené par la station Sudexpé-CENTREX. La diffusion à court terme vise à lutter contre :

- les adventices par l'introduction du binage mécanique de l'inter-rang et donc l'abandon complet des herbicides. L'efficacité pourra être optimisée par l'introduction de la plantation mécanisée et l'irrigation au goutte à goutte.

- le puceron vert, *Capitophorus hornii*, présent à l'automne qui est maîtrisé par la faune auxiliaire présente à l'automne si celle-ci est protégée et bénéficie d'un habitat propice autour des parcelles (bandes enherbées).

Les agriculteurs du groupe FERME se sont constitués en association, Acréphyl, dont le projet a été retenu à l'appel à projets 2014 « Mobilisons-nous pour l'agro-écologie » de préfiguration des GIEE.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

### Quelle place pour les cépages résistants aux maladies cryptogamiques ?

La thématique proposée sur les cépages résistants à l'oïdium et au mildiou suscite un intérêt croissant chez les viticulteurs.

Malgré l'évolution des pratiques culturales et l'adaptation des traitements à la surface foliaire, les progrès sont limités, d'autant que les viticulteurs sont confrontés à une importante hétérogénéité de la pression sanitaire en fonction des terroirs mais également du millésime. Ce constat s'appuie sur le suivi des exploitations du réseau FERME dans le Narbonnais et dans les Pyrénées-Orientales depuis 2010. Lors du colloque du 17 octobre 2013, **l'accent a été mis sur l'état des travaux en France, les solutions à disposition des viticulteurs et les démarches à suivre.** Parmi les travaux : suivis de vieux hybrides (8 000 ha en France), tests de cépages européens à résistance partielle mais permettant de réduire de 60 à 80% les traitements fongicides, et développement de variétés à résistance polygénique de l'INRA (à partir de 2020). Actuellement, seul un accès dans le cadre d'une démarche d'expérimentation est possible, avec un impact sur la commercialisation et la pérennité en cas de non inscription.

The poster features a background image of a vineyard. In the foreground, there is a circular graphic showing a cluster of dark grapes inside a globe with a green grid pattern. The text is as follows:

**L'Avenir du plan Ecophyto**

**Demain, Quelle place pour les Cépages résistants aux maladies cryptogamiques ?**

**Le jeudi 17 octobre 2013**  
**À 14 h 00**  
**Au palais des congrès à Gruissan**

Logos at the bottom include: **ÉCOPHYTO** (with subtext 'Élaboré en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage'), **ÉCOPHYTO DEPHY**, **ONEMA**, and the French flag.

Contact Pôle Viticulture-Oenologie  
Chambre d'Agriculture de l'Aude  
**04 68 11 79 61**

## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

En 2013, la région s'est portée pilote pour une expérimentation nationale sur la place des adventices dans les BSV en viticulture. Le groupe de travail est composé de l'IFV, de la Chambre d'agriculture du Gard, de la FREDON, du SRAL/DRAAF et de la Chambre régionale d'agriculture Languedoc-Roussillon. Les travaux menés ont pour objectif de faire un état des lieux des pratiques en cours en région et de leur impact, et de mettre en place des protocoles simples sur la détection d'adventices émergentes, invasives et des résistances. Le réseau d'épidémiologie-surveillance viticulture s'est mobilisé pour participer à cette expérimentation menée in fine par 39 observateurs, sur 541 parcelles. Il n'y a pas eu de parution dans les BSV. Un groupe régional a été constitué pour rédiger la note « Entretien des sols ». Cette note a pour objectif de rappeler les stratégies de désherbage efficaces, économes en herbicides, de mettre en avant les méthodes alternatives au désherbage, de faire un point sur les espèces invasives et émergentes.

En 2014, l'expérimentation se poursuit. Le nombre de régions passe de trois à six mais le Languedoc-Roussillon reste la seule région pilote pour la viticulture.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 30/06/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	10	8
Arboriculture fruitière	21	12
Cultures légumières	19	14
Viticulture	22	11
Horticulture		
Zones non agricoles		
Riz	2	1

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

La coordination régionale sur les zones non agricoles, assurée par la FREDON, permet de mutualiser les outils (cahiers des charges, démarches, outils de communication), les compétences (formations..) et les actions. Plus de 240 communes engagées, 4 conseils généraux, 37 structures d'animation locales (EPCI, syndicats mixtes..), et des journées « zéro pesticide » : dans les cimetières, dans les stades, dans les campings. La récente démarche sur les campings a été lancée sur la zone fragile du Parc Naturel Régional de la Narbonnaise. Au départ, l'évaluation de la pression phytosanitaire sur ce secteur a conduit, grâce à la collaboration des services, à des contrôles intrants de la DRAAF, puis à une journée de formation/sensibilisation avec la CCI. Puis la Région a incité l'association « les AssEauciés » à intégrer cette démarche dans leur action pilote en hôtellerie de

plein air. La FREDON a accompagné la définition et la mise en place d'un plan d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles au camping Les Floralys, pionnier sur la démarche.

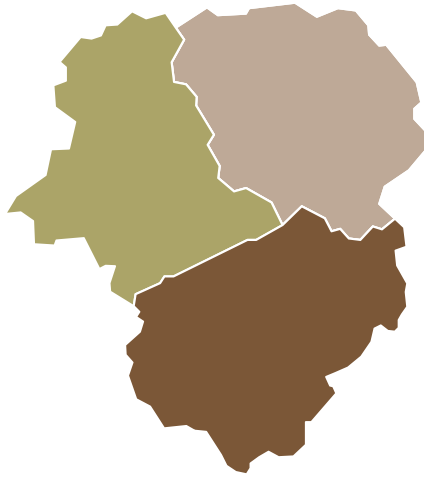


## FORMER ET PROFESSIONNALISER

Un accord-cadre de coopération Eau et Agriculture dans l'enseignement agricole pour 2013-2018, a été signé le 8 octobre 2013 entre l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée - Corse et les DRAAF du bassin.

Il s'agit de hisser les lycées agricoles et leurs exploitations au rang de précurseurs en matière de gestion de l'eau et d'améliorer la formation des apprenants pour lutter contre les pollutions et économiser l'eau. L'appui s'organisera via des appels à projets. Celui de 2013, pour une mise en œuvre en 2014, a retenu un projet en région : l'EPL de Carcassonne pour le passage au bio de parcelles agricoles traversées par un cours d'eau et sur une analyse de l'impact sur la qualité de l'eau. Celui de 2014 a retenu deux établissements en région : Castelnau le Lez (horticulture : zéro effluent, faisabilité de la certification "agriculture biologique") et Perpignan (kit de jeu de rôle sur la gestion durable de l'eau).

CERTIFICATION (chiffres au 30/06/14)
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>12 526</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>600</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1 348</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles (collectivités) ayant obtenu leur Certiphyto : <b>654</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1 421</b>
<b>Nombre total de Certiphyto délivrés : 16 549</b>



# LIMOUSIN





Le Limousin est un territoire à dominante agricole pour lequel un des défis majeurs est de renforcer la compétitivité des exploitations, tout en confortant leur performance environnementale. Il s'agit de l'une des régions où la part de Surface Agricole Utile recevant des produits phytosanitaires est la plus faible en France. Ceci s'explique notamment par la prédominance d'un système de production en polyculture-élevage, incluant des rotations longues et une part importante laissée aux surfaces herbagères. Toutefois, la fréquence de traitements sur certaines filières spécialisées et localisées au niveau de bassins de production sectoriels, couplée au mitage résidentiel du territoire agricole, placent la question de l'exposition des populations aux traitements phytosanitaires au cœur des préoccupations de la société civile.

Ainsi des passerelles se mettent en place avec l'Agence régionale de santé et la DIRECCTE, pour coordonner les différentes politiques publiques sur la question des produits phytosanitaires et de la santé dans notre région.

Cette mobilisation se retrouve également au niveau des collectivités territoriales, puisque plus de 20% d'entre elles sont déjà engagées dans une démarche locale de réduction de l'usage des pesticides pour l'entretien de leurs espaces publics.

## GOVERNANCE

### Dates de réunion des CROS

Le 18 décembre 2013

### Nombre de groupes de travail

4 groupes de travail  
se réunissent  
1 à 3 fois/an

### Structure du plan d'action régional

Plan régional d'actions  
validé en 2011  
et actualisé  
lors du dernier CROS

Nb d'axes régionaux :  
**7**

Nb de fiches actions :  
**23**

## ACTION PHARE

**L**e colloque régional 2014 "Phytos et santé des utilisateurs : quelles perspectives en Limousin ?", qui a rassemblé plus de 160 personnes, a permis d'informer sur les risques potentiels pour les utilisateurs professionnels, de rappeler les actions régionales de prévention et de gestion du risque, et de mettre en évidence des solutions.

Par ailleurs, l'Agence Régionale de Santé a installé en janvier 2014 l'Observatoire Régional Santé Environnement, qui a pour vocation de mutualiser les données relatives aux impacts de l'environnement sur la santé (dont les phytos), et de faire des propositions sur le suivi et les actions à entreprendre pour les réduire.

D'autres actions de sensibilisation des utilisateurs ont également été menées :

- 4 forums "phytos" pour les collectivités, en partenariat avec les services prévention des centres de gestion ;
- publication de brèves au sein des journaux agricoles de la région, proposant des éléments pratiques pour favoriser l'adoption des "bons" réflexes ;
- mise à disposition d'une borne Phytos-Santé par département, avec de la documentation santé et un kit d'équipements de protection individuelle ;
- poursuite du volet « prévention santé » dans les formations Certiphyto.



# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Outre les vidéo-reportages réalisés en 2013, les **4 réseaux DEPHY limousins** poursuivent leurs actions pour promouvoir des pratiques économes en phytos, adaptées au contexte local. Ainsi, dans le cadre de l'opération nationale « **Les fermes DEPHY vous ouvrent leurs portes !** », le **réseau DEPHY Pomme Limousin** a organisé 3 demi-journées d'échanges, qui ont réuni plus de 140 arboriculteurs, conseillers, mais aussi élus locaux et médias. Après un historique des actions déjà mises en œuvre par la filière pour réduire les phytos, les travaux du réseau DEPHY ont été commentés, avant de se rendre sur 4 ateliers au verger : auxiliaires, confusion sexuelle, désherbage mécanique, réduction des doses de phytos selon le volume de végétation.

En polyculture-élevage, le **réseau DEPHY de la Creuse**, en partenariat avec le Programme limousin des acteurs de l'agriculture biologique, a souhaité informer sur une technique encore peu répandue : le désherbage mécanique des céréales. Une quarantaine de personnes ont pu assister à la présentation de 3 machines en fonctionnement sur blé tendre : herse étrille, bineuse avec guidage par patin et bineuse avec guidage par caméra.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Le **réseau DEPHY Pomme Limousin** a organisé en février une conférence sur **l'optimisation de la pulvérisation** en verger, réunissant près de 140 arboriculteurs, techniciens et constructeurs de toute la France. L'expert allemand Peter Triloff a exposé ses travaux innovants, ainsi que les résultats de tests effectués sur 16 pulvérisateurs limousins grâce à un banc de répartition d'air venu d'Allemagne.

En avril, environ 40 personnes ont assisté à la journée « Pulvérisation en fraise hors sol » organisée par l'équipe DEPHY Fraise et fruits rouges du grand sud-ouest. Les principes d'une pulvérisation de qualité ont été rappelés, en s'appuyant sur

des tests aux papiers hydrosensibles, réalisés sous tunnel par 3 pulvérisateurs différents. Les points de réglage et d'amélioration de la qualité de pulvérisation sont compilés au sein de la plaquette « Réaliser une pulvérisation efficace en fraise hors-sol ».

Enfin, côté grandes cultures, les Chambres d'agriculture du Limousin ont élaboré une note exposant les 4 étapes clefs pour régler son pulvérisateur à rampe basse.

Plus d'info sur <http://limousin.synagri.com/synagri/outils-et-documents-ecophyto>.



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Depuis 2009, le nombre de Bulletins de santé du végétal (BSV) publiés sur le Limousin ne cesse de croître, avec 138 bulletins publiés en 2013 (9 éditions pour 11 filières suivies), contre 90 en 2010.

De même, le nombre d'abonnés progresse : près de 3 500 en 2013 (900 en 2010), auxquels il faut ajouter les lecteurs de la presse agricole écrite et ceux téléchargeant les bulletins sur Internet. En 2013, le site Internet des Chambres d'agriculture a enregistré plus de 13 000 consultations de la page BSV.

En 2014, eu égard au développement de cette filière sur la région, le réseau d'épidémi-surveillance s'est étoffé d'un nouveau bulletin : le « BSV Pomme de terre ». Ce BSV s'appuie sur 5 structures qui réalisent des observations sur 7 parcelles réparties sur nos 3 départements. Ces parcelles reflètent la diversité locale de la filière (pommes de terre de consommation et production de plants) et des modes de conduite (conventionnelle ou biologique).

### Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 01/09/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	35	30
Arboriculture fruitière	42	36
Cultures légumières	20	36
Viticulture	19	19
Horticulture	0	0
Zones non agricoles	8	8
Autres : prairies, tabac	14	15

16 BSV pomme de terre Limousin ont été publiés en 2014, retrouvez-les sur : <http://www.limousin.synagri.com/synagri/pomme-de-terre-limousin>.

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Au delà de l'engagement de certaines collectivités dans la charte de réduction « **objectif zéro pesticide** », la FREDON Limousin a souhaité informer l'ensemble des collectivités de la région sur les techniques alternatives aux produits phytosanitaires. Une note technique comparative des différentes méthodes, basée sur des témoignages locaux, a ainsi été éditée fin 2013. Elle a été déclinée en poster en 2014 pour pouvoir être aisément affichée dans les locaux techniques. Retrouvez-la sur <http://www.fredon-limousin.fr>.

Pour sensibiliser les jardiniers amateurs, la ville de Limoges a

souhaité, dans le cadre de la vaste opération « Nature Urbaine », mettre en place une parcelle expérimentale au sein d'un des jardins familiaux de la ville. Elle a pour cela fait appel au CFPPA de Limoges-Les Vaseix spécialisé dans le maraîchage biologique. La parcelle a été conduite par les jardiniers du site, sur la base d'animations régulières du formateur. Plusieurs techniques testées se sont déjà propagées efficacement sur les autres parcelles. Des animations menées par la ville et une exposition ont permis de faire partager cette expérience au grand public.

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

La sensibilisation des collectivités menée fin 2013 via l'organisation de 4 forums, et la mise en place concomitante des sessions de formations Certiphyto, ont permis une forte progression de l'obtention des certiphytos « collectivités territoriales » en 2014. Avec plus de 480 personnes certifiées au 1<sup>er</sup> septembre 2014, on atteint en 10 mois près de 25% du pool estimé. Face aux échéances de la loi Labbé et aux contraintes réglementaires liées à l'usage des phytos, il est probable que les collectivités s'orientent plus rapidement vers l'arrêt ou la délégation des traitements, ou décident de spécialiser certains de leurs agents.

Du côté des agriculteurs, ce sont plus de 80% des utilisateurs de produits phytosanitaires estimés qui ont obtenu leur certiphyto. Si le rythme actuel de formation se maintient, les 100% devraient être atteints au 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Quant aux entreprises de distribution ou d'application en prestation de service, la DRAAF s'attache à contrôler en priorité celles qui ne disposent pas d'un agrément conforme au nouveau dispositif, comprenant notamment la certification du personnel obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2013.

### CERTIFICATION

(chiffres au 15/09/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : **5 707**

Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : **239**

Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : **731**

Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : **486**

Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricole et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : **460**

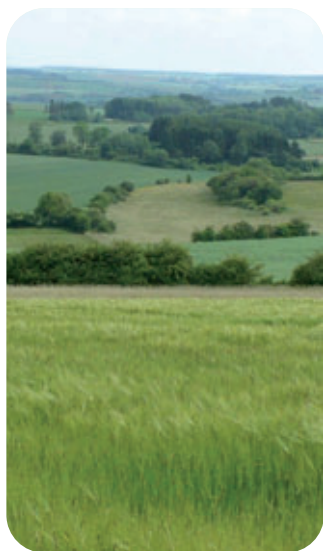
**Nombre total de Certiphyto délivrés : 7 623**





# LORRAINE





La Lorraine est une région d'élevage, avec une forte vocation laitière, et de grandes cultures, caractérisée historiquement par des exploitations de grande taille. On y trouve également des productions locales plus mineures mais très emblématiques de l'identité des terroirs : la mirabelle (dont elle représente 75 % de la production nationale) et de la viticulture avec deux AOC.

Le principal enjeu pour la mise en œuvre du plan Ecophyto en Lorraine porte sur la **réduction du recours aux herbicides et de leur impact sur l'environnement**, en particulier sur la qualité des eaux.

Cet enjeu est soumis à des contraintes fortes :

- les herbicides sont les principaux produits phytopharmaceutiques utilisés, et ceci aussi bien en secteur agricole que non agricole ;
- la rotation culturale dominante est courte, généralement triennale (colza-blé-orge et maïs-blé-orge) et peu diversifiée, et c'est sans doute une des principales clés pour répondre à cet enjeu,
- des situations pédologiques souvent difficiles, avec à la fois des sols lourds et fortement drainés et des sols superficiels très drainants et très caillouteux,
- un important développement des techniques simplifiées de travail des sols.

La Lorraine bénéficie toutefois d'atouts pour y faire face : des organismes de recherche et d'enseignement supérieur impliqués sur ces questions, ainsi qu'une profession agricole attentive et mobilisée depuis longtemps sur la question de la qualité des eaux, à travers des partenariats actifs pour l'évolution des pratiques phytosanitaires et la recherche de systèmes de cultures durables.

## GOVERNANCE

### Dates de réunion des CROS

15 juin 2010  
13 mai 2011  
19 septembre 2012  
16 mai 2013  
2 octobre 2014

### Nombre de groupes de travail

7

### Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional  
validé le 13 mai 2011  
Nb de fiches actions :

31

## ACTION PHARE

### Journée technique : les paroles et les actes des agriculteurs DEPHY FERME grandes cultures et polyculture élevage

Après les rallyes portes ouvertes dans les fermes DEPHY en mai 2013, les agriculteurs des réseaux grandes cultures et polyculture-élevage se sont réunis en janvier 2014 pour poursuivre le partage d'expériences, lors d'une journée technique co-organisée par l'ensemble des acteurs de ces filières, qui a rassemblé plus de 200 agriculteurs et conseillers. 3 thèmes ont été développés autour de la **maîtrise de la pression des mauvaises herbes** : la gestion des adventices en intercultures, le désherbage mécanique, l'allongement de la rotation et les perspectives de développement de filières en Lorraine.

Au long de cette journée, experts et agriculteurs DEPHY se sont succédé pour présenter leurs résultats et expériences. En clôture, l'INRA a présenté les atouts et limites de la génétique comme levier pour réduire l'usage des produits phytosanitaires.

Cette journée, dont les présentations sont disponibles sur le site de la Chambre d'agriculture de Lorraine, a abordé un panel de leviers, de systèmes de production dans différentes conditions pédoclimatiques, **afin que chacun puisse y trouver une technique adaptable à son exploitation.**

# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Le réseau FERME lorrain comprend : 6 réseaux grandes cultures et polyculture-élevage, 1 réseau viticulture, 1 réseau maraîchage et 1 réseau arboriculture. Trois lycées agricoles publics et un lycée agricole privé y participent.

Le réseau EXPE est constitué de 4 plateformes travaillant sur les systèmes innovants en grandes cultures et polyculture-élevage et 1 plateforme du réseau EXPE arboriculture.

Afin de partager les premiers résultats des réseaux de fermes DEPHY, les chambres d'agriculture ont rédigé une plaquette « [Acquérir des références sur des systèmes de cultures pour réduire l'usage des produits phytosanitaires](#) » où sont

présentées les évolutions des 4 réseaux de FERMES grandes cultures et polyculture-élevage qu'elles animent. 650 exemplaires en ont été diffusés auprès d'agriculteurs, d'élus et d'organismes publics et privés.

Dans le cadre de l'action de communication nationale « les lycées agricoles ouvrent leurs portes près de chez vous », le [lycée de Courcelles-Chaussy](#) (57) a accueilli 120 apprenants sur une vingtaine de stands retraçant les actions du plan Ecophyto : observations au champ et seuils d'intervention, auxiliaires et leviers agronomiques pour la réduction des intrants.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

### **Journée technique Ecophyto & Agrifaune organisée par les chambres d'agriculture**

Une trentaine d'agriculteurs se sont réunis pour prendre connaissance des leviers mis en place sur les fermes DEPHY Ecophyto pour réduire les produits phytosanitaires et préserver la microfaune du sol. L'ingénieur réseau Ecophyto et l'animateur régional « Agrifaune » ont présenté les résultats d'essais des différents réseaux : impact des anti-limaces sur les carabes et les vers de terre, leviers agronomiques pour réduire les phytos... La journée s'est terminée par des comptages aux champs de vers de terre.

### **Expositions itinérantes pour collectivités**

Pour sensibiliser et diffuser des informations sur des pratiques d'entretien sans pesticides au plus près des utilisateurs, la FREDON Lorraine a conçu en 2009 des [expositions itinérantes](#) à destination des collectivités (« Se passer des pesticides, c'est possible ! ») et des jardiniers amateurs (« Objectif zéro pesticide dans nos jardins ! »).

La FREDON a étendu son offre en 2014 en concevant 2 nouvelles séries de posters didactiques : l'une portant sur la [gestion durable des espaces publics](#) et l'autre sur la [création et l'entretien écologique des vergers](#).



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau d'épidémiologie-surveillance lorrain couvre toutes les productions végétales régionales : grandes cultures (céréales à pailles, oléagineux-protéagineux et maïs), arboriculture, viticulture, cultures maraîchères, horticulture-pépinières et zones non agricoles. Depuis 2012 il est complété d'un suivi des effets non intentionnels des pratiques phytosanitaires sur la biodiversité et sur les risques d'apparition de bio-agresseurs résistants aux traitements chimiques.

Ce réseau, placé sous la présidence de la Chambre d'agriculture de Lorraine, constitue une action partenariale exemplaire, **associant 27 organismes techniques** très divers pour la mise en œuvre de protocoles d'observations harmonisés. Un dialogue technique permanent vise à adapter en continu le dispositif aux problématiques phytosanitaires régionales, à conforter la qualité des observations et des analyses de risque, sous la supervision technique de la DRAAF.

Les **6 éditions de BSV** sont accessibles sur les sites Internet de la DRAAF et de la CRAL. Ils sont aussi relayés par un nombre croissant de partenaires, le plus souvent directement auprès des utilisateurs professionnels (agricoles et non agricoles).

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 12/09/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	33	25
Arboriculture fruitière	26	26
Cultures légumières	29	23
Viticulture	19	19
Horticulture	19	13
Zones non agricoles	15	10

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Depuis des années l'Agence de l'eau Rhin-Meuse développe des partenariats très actifs afin de promouvoir des pratiques de réduction de l'usage des pesticides en zone non agricole.

Dans ce cadre, la **FREDON Lorraine** conduit des actions auprès des collectivités territoriales : en 2013 plus de 200 communes ont été sensibilisées lors de journées techniques, **21** se sont engagées dans des plans de réduction et le 25 septembre, avec la FREDON Alsace, a été organisé un **colloque sur la gestion durable des espaces publics**. D'autres acteurs publics sont ciblés, comme les offices publics d'habitats, les entreprises sociales pour l'habitat, les golfs, les campings et

les ESAT. Ce partenariat couvre aussi des actions auprès des jardiniers amateurs : cette année une journée d'échange a été mise en place avec les associations intervenant dans la pratique du jardinage et la sensibilisation à l'environnement, afin de mutualiser leurs outils de communication et d'en démultiplier l'audience.

En 2013 un nouveau partenariat a été initié avec l'**AREXHOR Grand Est** afin de promouvoir la réduction d'utilisation des phytos auprès des pépiniéristes et des horticulteurs, par la diffusion d'un **Flash Info Vert** auprès des professionnels.

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

Avec près de **4 000 nouveaux certificats délivrés en une année**, le réseau des organismes de formations habilités s'est remarquablement mobilisé afin que la majorité des utilisateurs professionnels ayant besoin d'un Certiphyto pour la conduite de leur activité soient prêts pour l'échéance du 1er janvier 2015.

Depuis le bilan de l'année dernière, ce sont ainsi **plus de 2 000 agriculteurs qui ont obtenu leur certificat**, le plus souvent à la suite d'une formation. Le nombre de Certiphyto agricoles délivrés est aujourd'hui presque équivalent au nombre d'exploitations dites « professionnelles » (sur des critères statistiques de taille et de production).

Un effort très important a également été réalisé par les opérateurs en zone non agricole malgré des formations disponibles tardivement. Il est à noter que ces personnels garderont largement le bénéfice des formations suivies à l'occasion de la mise en place des méthodes alternatives aux produits phytosanitaires dans les espaces publics qui auront à

se déployer afin d'appliquer les dispositions de la Loi Labbé (interdiction des traitements chimiques sur les espaces accessibles au public) à l'échéance 2020.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 18/08/2014)	
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>6 554</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>362</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>1 516</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>589</b>
Nombre d'apPLICATEURS en prestation de service (zones agricoles et non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>1 300</b>
<b>TOTAL certificats délivrés : 10 321</b>	



# MARTINIQUE





Située au cœur de l'archipel des Caraïbes, l'île bénéficie d'un climat tropical océanique favorable au développement des productions agricoles qui occupent 30% de sa surface. L'agriculture y est caractérisée d'une part par une forte présence de petites exploitations familiales en cultures de diversification (agrumes, goyave, igname, laitue, melon, et désormais ananas), soit 70% du nombre total des exploitants, qui possèdent moins de 5 hectares. D'autre part, deux filières historiques représentent à elles seules la moitié de la surface agricole avec une production résolument tournée vers la qualité :

- la banane export qui s'inscrit depuis 2008 dans les plans « Banane durable » I et II et leurs objectifs déterminés de réduction de l'utilisation des produits phyto-pharmaceutiques ;

- la canne à sucre dont le débouché principal est la distillerie et la production d'un rhum agricole dont la typicité est reconnue par une AOC depuis 1996.

Les atouts de la Martinique sont aussi ses points faibles puisque l'air chaud et humide est propice au développement des adventices, des pathogènes et des ravageurs. La nécessité de trouver des solutions alternatives aux produits phytosanitaires est sans doute plus pressante ici puisque 71% des usages ne sont pas couverts. En outre, l'interdiction de certains produits et de l'épandage aérien amènent les acteurs à développer des solutions innovantes. Enfin, l'insularité de la Martinique rend difficile et coûteux le traitement des produits phytosanitaires non utilisés et des emballages vides. La mise en place d'une filière pérenne constitue une priorité.

## GOVERNANCE

### Dates de réunion des CROS

16 juin 2010  
28 juin 2011  
6 juin 2012  
18 juin 2013  
26 juin 2014

### Nombre de groupes de travail

10

### Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé  
Actualisation du plan régional :

Oui le 06 juin 2012

Nb d'enjeux régionaux :

3

Nb de fiches actions :

4

## ACTION PHARE

### Campagne d'élimination des déchets phytosanitaires

En octobre 2013, une troisième grande collecte gratuite d'emballages vides (EVPP) et de produits phytosanitaires non utilisés (PPNU) a été organisée par l'APROMAR, l'association des distributeurs d'intrants de la Martinique. Ils ont bénéficié du soutien et de l'encadrement des instances publiques (DAAF, DEAL, ODE) et de la Chambre d'agriculture pour cette opération qui a permis de récolter plus de 5 tonnes de PPNU et 200 m<sup>3</sup> d'EVPP. Ce succès partagé, tant sur le plan de l'organisation que de la communication et de l'engagement des partenaires, a mis en évidence la nécessité de mettre en place une filière pérenne au vu des difficultés rencontrées : saturation des outils de traitement en local, coût du transport des PPNU vers la métropole, besoin en personnel qualifié... L'étude réalisée sur ce sujet précis en 2013-2014 par ADIVALOR laisse présager de la mise en place d'une filière dans le cadre de la REP



(Responsabilité élargie des producteurs) inscrite dans la loi Grenelle 2. Il est important de conserver l'implication des acteurs historiques, qui ont d'ores et déjà démontré leur technicité, dans les futurs dispositifs de gestion.

# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Trois groupes DEPHY-FERME ont été retenus : Ananas, Banane et Canne à sucre, et un ajourné (diversification maraîchère). En tout, 26 exploitations agricoles sont suivies par deux ingénieurs réseaux de la Chambre d'agriculture. Par exemple, le travail sur l'ananas a permis de proposer des solutions valides conduisant à un IFT inférieur à 1. Les journées de démonstration (en moyenne une quarantaine de personnes) sont l'occasion de partager ces pratiques.

Le Réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA), développé à l'occasion de la subvention exceptionnelle à l'agriculture de diversification martiniquaise par le Comité

interministériel d'outre-mer a, quant à lui, pour objectif de traduire les problématiques des agriculteurs en projets d'expérimentation, puis de leur transférer les connaissances acquises. Ce réseau est préférentiellement tourné vers les cultures maraîchères et fruitières et a pour mission de structurer ces filières. Plus de 200 agriculteurs ont bénéficié des formations et des ateliers « bord de champs ».

Enfin, un programme d'expérimentation interDOM dans le cadre du réseau DEPHY-EXPE est en place depuis 2009. Il est conduit par différents centres d'expérimentations..

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

### La lutte biologique inondative : mise en place d'un élevage d'auxiliaires

Depuis 2012, la FREDON travaille sur un projet de mise en place du contrôle biologique à la Martinique, mode de protection des cultures encore peu utilisé dans les DOM. L'étude menée en 2012 puis en 2013 a permis de repérer des couples ravageurs-auxiliaires et un élevage expérimental a été initié avec le concours d'un spécialiste cubain de la lutte biologique inondative.

Parallèlement, un travail d'identification des méthodes pour favoriser les auxiliaires autochtones a été réalisé : utilisation

de plantes attractives, de sources de nourriture secondaires aux auxiliaires, etc. Ces méthodes de lutte biologique de conservation, combinées à la lutte biologique inondative, ont vocation à être utilisées dans le cadre d'une stratégie globale de protection biologique intégrée des cultures.

A partir de 2014, sera créé un élevage de masse d'auxiliaires utilisant les enseignements de l'élevage expérimental ; en 2016, il sera réorganisé en vue de la commercialisation des auxiliaires pour 2017. L'objectif final est d'avoir une production d'auxiliaires suffisante pour l'ensemble des maraîchers de l'île au terme de ces 3 ans.



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

En Martinique, un seul BSV est édité qui regroupe le résultat des observations de l'ensemble des filières : banane, canne, ananas et diversification (arboriculture, maraîchage, cultures vivrières). Il est diffusé par la Chambre d'agriculture mensuellement à l'ensemble de la profession agricole et mis en ligne sur les sites institutionnels de la DAAF et de la FREDON.

Cette année, le réseau épidémiosurveillance a été entièrement revu en collaboration avec un entomologiste du CIRAD pour optimiser les suivis : des réorientations ont été effectuées en fonction de la pertinence des nuisibles et des cultures. 2014 verra également le lancement d'une étude pour déterminer des seuils de nuisibilité, notamment sur l'antracnose de l'igname.

Enfin, comme dans les autres départements, le partage des informations s'organise avec la saisie des données d'observation dans une base nationale d'ici fin 2014.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 <i>24(chiffres au 12/09/2014)</i>		
	2013	2014
Grandes cultures		
Arboriculture fruitière		
Cultures légumières		
Viticulture		
Horticulture		
Zones non agricoles		
Autres	24	24

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

### Communes : en route vers le « zéro » phyto :

Dans le cadre de ce projet porté par la FREDON en partenariat avec la DEAL et l'Office de l'eau, trois communes pilotes ont rédigé leur plans de désherbage communal. 63 agents d'entretien ont été formés et du matériel a été prêté pour tester les méthodes alternatives au désherbage chimique. Le retour d'expérience de ces communes a permis de réaliser un guide de bonnes pratiques qui sera diffusé avant la fin de l'année. L'accompagnement va être élargi à l'ensemble du territoire et une charte avec trois niveaux d'implication viendra reconnaître les efforts des communes engagées. Un comité de labellisation

a été mis en place et une première commune, celle de Case-Pilote, s'est d'ores et déjà engagée à ne plus utiliser de produits phytopharmaceutiques.

**Jardiniers amateurs :** Sur ce volet, l'information passe par des campagnes de sensibilisation, la présence sur des manifestations grand public et l'organisation d'ateliers « Jardiner sans pesticides ». Des enquêtes ont permis d'adapter les supports et sont sans doute à l'origine du succès du « Petit guide à l'attention du jardinier amateur », adapté au contexte local et qui sera réédité cette année.

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

8 organismes de formation sont habilités en Martinique pour organiser les sessions pour l'obtention du Certiphyto. Depuis 2011, ce sont plus de 2 000 Certiphyto qui ont été délivrés soit 30% de l'objectif fixé. Les formations sont adaptées aux attentes des utilisateurs de PPP et insistent sur des points essentiels (comme le dosage des produits, l'étalonnage des pulvérisateurs avec des exercices pratiques...) dont la bonne maîtrise peut amener à réduire les consommations de produits phytopharmaceutiques.

Des ateliers et journées techniques sont organisés par la Chambre d'agriculture dans le cadre de DEPHY-FERME ou du RITA : les agriculteurs répondent présents et apprécient ces temps d'échanges de bonnes pratiques et de transfert des enseignements issus de la recherche.

Enfin, la DAAF organise également des ateliers axés sur les aspects réglementaires et les problématiques de protection des végétaux. Ainsi des sessions permettant aux professionnels de

reconnaître la psylle vecteur du HLB (greening) sont organisées afin de contenir ces menaces pour les agrumes, non négligeables pour l'économie du territoire et fortement présentes dans tous les jardins privés.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 27/08/2014)	
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>1 673</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>87</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>132</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>20</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>272</b>
<b>TOTAL certificats délivrés :</b>	<b>2 184</b>





# MAYOTTE





L'agriculture mahoraise a un rôle « d'amortisseur social » important : on recense, en plus des 8870 exploitations, 6860 ménages exerçant une activité agricole mais consommant la totalité de leur production. Au sein de cette catégorie, 1050 ménages dépendent entièrement de l'agriculture ; elle constitue pour eux le seul moyen de subsistance.

Les systèmes de production sont de très petite taille. Les superficies moyennes cultivées par les exploitations agricoles sont de 0.53 hectare en moyenne. 44% des exploitations cultivent moins de 0.3 ha, alors qu'elles ne sont que 3.2% à cultiver 2 ha et plus.

La majorité de la population agricole pratique une agriculture de polyculture, associant des productions vivrières et des arbres fruitiers. Ce système de cultures associées constitue un mode de production durable et contribue, entre autres, à la faible utilisation des produits phytosanitaires malgré la forte pression parasitaire liée au climat tropical de l'île.

La faible organisation de l'agriculture mahoraise et l'absence de structure de recherche et de centres techniques constituent un frein à la maîtrise des données techniques phytosanitaires.

Dans ce contexte, la mise en place du plan Ecophyto nécessite la mobilisation de tous les acteurs locaux pour favoriser l'organisation des professionnels, pour la mise en valeur des méthodes et la recherche des nouvelles techniques moins gourmandes en produits phytosanitaires, pour la formation et la sécurisation des producteurs.

## GOVERNANCE

### Dates de réunion des CROS

Comité ad hoc du 10/12/2013

### Nombre de groupes de travail

0

### Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional non validé  
Actualisation du plan régional :  
en cours

Nb d'enjeux régionaux :

5

Nb de fiches actions :

6

## ACTION PHARE

L'utilisation des produits phytosanitaires dans l'agriculture mahoraise remonte à plus de 20 ans. Le devenir de ces produits (périmés ou illicites) et de leur contenant n'a jamais fait l'objet de traitement en l'absence de filière organisée de collecte et d'élimination des produits phytosanitaires non utilisables (PPNU) et des emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP). La DAAF assure cette action depuis 2008. Initialement, cette action de collecte se passait chez les distributeurs (en 2008), avec 796,5 kg de PPNU collectés. Depuis 2011 cette action ne concerne que les agriculteurs et a permis de collecter et de traiter respectivement 384 kg de PPNU en 2011, 27 kg de PPNU en 2012 et 121 kg de PPNU et 14 kg d'EVPP en 2013. Cette action a mobilisé les inspecteurs intrants de la DAAF lors des contrôles chez les exploitants ; les PPNU et EVPP sont collectés et transmis à un prestataire de service pour les faire éliminer dans les sites agréés.

L'étude d'ADIVALOR (Agriculteurs, distributeurs, industriels pour la valorisation des déchets de l'agrofourmure), financée par le plan Ecophyto sur la mise en place d'une filière de gestion des intrants agricoles en fin de vie dans les Dom, et dont les résultats sont attendus fin 2014, doit permettre d'aboutir à la mise place d'une filière pérenne de collecte et d'élimination des ces déchets agricoles.



# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Il n'existe pas de réseau DEPHY ; cependant le CGAAER suggère la mise en place de réseaux d'expérimentation et de démonstration sur les pratiques économes ou alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires. Des enquêtes ont été réalisées chez 16 structures agricoles (producteurs, groupements, association) :

pour identifier les pratiques actuelles au niveau de la gestion des cultures et de l'utilisation des produits phytosanitaires ;

pour identifier les méthodes de lutte alternative ou économes en intrants.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Dans le cadre de la mise en place de la formation Certiphyto, des actions de sensibilisation des acteurs ont été menées par la chambre d'agriculture puis le CFPPA de Coconi afin qu'ils s'inscrivent aux différentes sessions de formation. En plus des courriers et des sorties terrain expliquant la nécessité de détenir le certificat pour leur activité, une émission interactive radiophonique a permis d'échanger avec la population sur ce sujet.



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Il n'existe pas de réseau de surveillance épidémiologique organisé à Mayotte. En effet la faible organisation des professionnels n'a pas encore permis la création d'une FREDON sur laquelle se reposerait ce réseau. La mise en place de ce dernier, piloté par la chambre d'agriculture, est prévue fin 2014 pour être fonctionnel en 2015. Cependant la DAAF suit depuis 2011 l'évolution des populations des mouches des fruits de Mayotte et diffuse un bulletin annuel d'information.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 12/09/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures		
Arboriculture fruitière	1	1
Cultures légumières	0	0
Viticulture		
Horticulture	0	0
Zones non agricoles	0	0
Autres	0	0

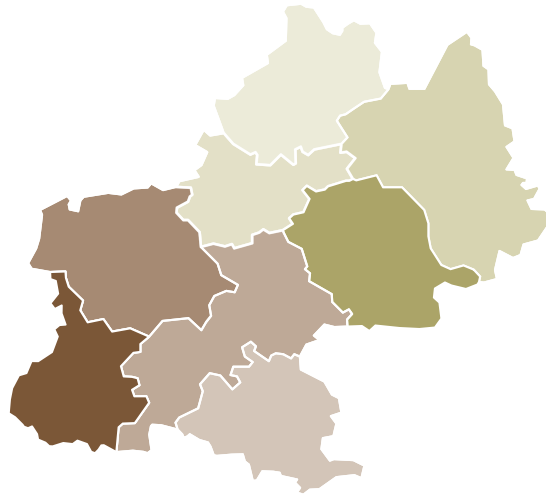
## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Il y a très peu de ZNA à Mayotte. Les rares ZNA présentes n'ont pas recours aux produits phytosanitaires jusqu'alors.

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

Suite à la nouvelle réglementation sur le dispositif de certification individuelle, d'agrément et certification des entreprises, un seul organisme de formation est habilité à dispenser les formations à Mayotte (le CFPPA de Coconi). Des formations à l'attention des distributeurs et applicateurs ont débuté depuis 2013 et se sont poursuivies en 2014 avec les agriculteurs. La participation des producteurs reste en deçà des prévisions (300 agriculteurs) faites par le CFPPA pilote de l'action. 144 personnes (126 décideurs, 10 conseillers et 8 distributeurs/applicateurs en prestation de service) ont participé aux formations.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 27/08/2014)
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>126</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>10</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>8</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>0</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>0</b>
<b>TOTAL certificats délivrés : 144</b>



# MIDI-PYRÉNÉES





Avec 47 000 exploitations agricoles valorisant 2,3 millions d'hectare de surface agricole utile (SAU) la région Midi-Pyrénées représente 10% des exploitations et 8 % de la SAU de métropole. L'agriculture régionale (93 000 emplois directs) est caractérisée par une production de qualité et d'une diversité importante : élevages bovin et ovin, grandes cultures, arboriculture, viticulture sous AOP, ail de Lautrec, Chasselas de Moissac...

Les exploitations sont orientées majoritairement vers l'élevage (60%) et la production de « grandes cultures » (30%). La viticulture ou l'arboriculture représentent 8% et les cultures spécialisées 2%.

La gestion économe des produits phytosanitaires présente une résonance plus ou moins forte selon les productions : les grandes cultures « consomment » peu de produits mais ceux-ci, en particulier les herbicides, sont déployés sur de grandes surfaces (env. 950 000 hectares) ; tandis que les cultures pérennes requièrent une protection soutenue et concentrée sur des surfaces moindres (environ 55 000 hectares).

Le plan Ecophyto, pour la région Midi-Pyrénées, s'appuie sur les outils nationaux ainsi que sur la mise en œuvre d'actions portées par différents acteurs. Ces dernières résultent d'initiatives souvent collectives et sont consolidées par l'animation de la DRAAF et de la chambre régionale d'agriculture.

En particulier la démarche Astarté de large consultation des acteurs, a abouti à la signature d'une charte régionale Ecophyto adossée à des groupes de travail selon les cinq axes stratégiques identifiés collectivement. Plus d'information est disponible sur le site de la DRAAF.

## GOVERNANCE

### Dates de réunion des CROS

Assemblée générale de la charte Ecophyto : le 31 janvier 2014  
Comité régional «surveillance biologique du territoire» :  
le 1<sup>er</sup> octobre 2014

### Nombre de groupes de travail

5

visent la capitalisation, la diffusion et le partage d'informations concernant les pratiques à la fois économes en pesticides et viables pour l'exploitant agricole

### Structure du plan d'action régional

En complément des actions nationales déclinées localement, le plan régional Ecophyto se concrétise au travers de 5 axes stratégiques

## ACTION PHARE

### Suivi des effets non intentionnels

La mise en place du suivi des effets non intentionnels (ENI) des pratiques agricoles sur la biodiversité, sur 33 parcelles et avec l'appui de l'unité mixte de recherche « Dynafor » de l'INRA, a suscité un vif intérêt chez les partenaires et les agriculteurs mettant leurs parcelles à disposition. En fin de campagne, chaque agriculteur reçoit une fiche individuelle sur l'organisation du réseau régional et les résultats obtenus. Ces fiches ont initié des débats autour des pratiques agricoles et de la biodiversité mise en évidence.

La compilation régionale des relevés a fait l'objet d'une publication spécifique et mis en évidence une biodiversité remarquable en Midi-Pyrénées :

- Flore des bords de champs (188 espèces) ;
- Coléoptères des bords de champs : 3300 spécimens collectés majoritairement des charançons, chrysomèles et coccinelles ;
- Oiseaux des zones agricoles : 69 espèces, des « généralistes » (Corneille noire, Pigeon ramier...), et quelques « spécialistes du milieu agricole » (Alouette des champs, Bruant proyer, Bergeronnette, ...) ;
- Vers de terre des champs cultivés : 42 individus/m<sup>2</sup> pour la vigne et 10 à 40 individus/m<sup>2</sup> dans les sols des cultures annuelles (données conformes aux valeurs publiées par l'Observatoire participatif des vers de terre).

Sources : CRA et Inra

# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Présentation rapide des réseaux

DEPHY FERME	Nbre de groupes	2013			2014		
		Nb de journées de démonstration	Nb de participants	dont agriculteurs (%)	Nb de journées de démonstration	Nb de participants	dont agriculteurs (%)
	<b>12 groupes rassemblant 136 fermes</b>	20	1 680	1 500	24	2 100	1 900

En Midi-Pyrénées, DEPHY Ferme regroupe 12 réseaux (soit 136 agriculteurs). Des systèmes de cultures économes en produits phytosanitaires et techniquement performants ont été identifiés, et certains, plus innovants, comme les semis combinés de luzerne et de maïs, sont testés au lycée agricole de La Roque à Rodez.

Ces systèmes permettent de garantir l'autonomie fourragère de l'exploitation. Ils ont été construits en modifiant les méthodes de travail du sol, en adaptant les assolements et les rotations culturales, mais également par la mise en place de techniques récentes comme la réduction de dose, le faux-semis

ou l'utilisation de couverts végétaux permanents. Depuis trois ans, l'accompagnement des agriculteurs reste un engagement fort de la Chambre d'agriculture de l'Aveyron.

Le transfert des références ainsi produites vers d'autres agriculteurs du département les incite à appliquer, sur leur exploitation, les techniques des systèmes Ecophyto, pour réduire davantage les volumes de produits phytosanitaires.

Cet engagement collectif donne dès aujourd'hui à la filière « Veau d'Aveyron » les moyens de présenter aux consommateurs sa volonté de garantir une production agricole viable, dans le respect de la nature. *Source CDA 12 (Aveyron)*

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

### Intégrer autant que possible des indicateurs de moyens et de résultats

Pour réduire la présence des herbicides dans les eaux superficielles, le groupe régional multipartenarial « adventices » fournit depuis 2012 des informations sur les adventices présentes dans un contexte pédoclimatique et un itinéraire technique donnés, pour inciter à observer les parcelles, aider à la prise de décision, et renforcer les connaissances sur les adventices.

Il en ressort que l'accompagnement et la formation sont fortement recommandés, qu'il est conseillé de consacrer au minimum 30 minutes d'observation hebdomadaire par parcelle, et que les informations diffusées permettent a minima de confirmer les choix techniques des exploitants. Ces travaux ont également contribué à l'émergence d'une gestion collective des plantes allergènes telles que les ambrosies.

### InnovAction 2014 et DEPHY

Témoignage de Pascal P., agriculteur DEPHY FERME qui travaille 95 ha de vignes et de grandes cultures au centre du Tarn dont 10 ha en « agriculture biologique » :

« La recherche de nouvelles techniques, la mise en place des

observations poussées de mon vignoble et le raisonnement du recours aux intrants ont pour but principal la viabilité économique de mon exploitation ; je souhaite réduire mes charges tout en maintenant mon potentiel de production. J'implante des couverts végétaux dans mes vignes. Ils sont semés en octobre un rang sur deux pour maintenir, voire améliorer le potentiel agronomique de mes sols en augmentant la teneur en matière organique. Ces couverts sont composés de féverole, navette et orge. Après destruction mécanique on obtient un mulch qui est laissé sur le rang et qui va protéger le sol. Le deuxième objectif est de diminuer, grâce à cette implantation, le recours aux herbicides et le travail du sol, et ainsi réduire les coûts et le temps de travail. »



© Th. Massot, CABT

## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Afin d'analyser la perception et l'utilisation du BSV, un questionnaire a été construit, diffusé aux utilisateurs du monde agricole, et analysé pour mesurer leur niveau de connaissance et de satisfaction du BSV. 140 réponses ont été recueillies (33 % d'agriculteurs et 66 % de conseillers). Il en ressort que le BSV est un outil jugé très satisfaisant, et que plus de la moitié des acteurs du conseil enquêtés diffusent le BSV conjointement à leur bulletin technique. Parmi les pistes d'amélioration identifiées : diffusion directe aux agriculteurs, informations sur les méthodes alternatives, outils et critères pour évaluer le risque au niveau de la parcelle, informations pédagogiques sur les bio-agresseurs... Par ailleurs, pour quantifier le recours à l'analyse de risque du BSV, une étude des bulletins techniques en grandes cultures émis par les organismes de conseil a été réalisée. Il en ressort que 84 % des bulletins techniques mentionnent le BSV ainsi que l'adresse des sites Internet de téléchargement, que 85 % des bulletins techniques présentent une situation sanitaire iden-

tique au BSV, que 72 % des conseils apportés en céréales à paille et 91 % en colza se fondent sur une analyse de risque conforme à celle du BSV.

### Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 30/09/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	39	36
Arboriculture fruitière	27	27
Cultures légumières	22	18
Viticulture	132	136
Horticulture, Pépinières	12	9
Zones non agricoles	9	7
Noix, noisettes, châtaignes	39	34
Ail	15	14
Melon	25	26

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

La FREDON Midi-Pyrénées est en charge de l'animation du BSV ZNA. Ce réseau d'observation s'est étoffé et compte aujourd'hui 26 observateurs, issus de 25 communes et d'un syndicat mixte de rivière, répartis sur les huit départements de la région. En plus des observations, un réseau de piégeage permet d'alimenter le BSV ; il concerne trois ravageurs principaux : la mineuse du marronnier (51 pièges), la chenille processionnaire du pin (20 pièges) et la pyrale du buis (11 pièges).

La FREDON déploie en outre la charte d'entretien des espaces publics à trois niveaux d'exigence (1 feuille, 2 feuilles et 3 feuilles), dont l'objectif est d'une part d'utiliser les produits

phytopharmaceutiques en respectant la réglementation (1 feuille) de limiter leur utilisation (2 feuilles), voire même les supprimer totalement (3 feuilles) dans la perspective de l'application de la « loi Labbé » à l'horizon 2020.

Les risques de transferts de produits phytosanitaires vers les rivières étant de 40 à 50 fois supérieurs en zones urbaines par rapport aux terres agricoles, ces dispositifs contribuent aux terres agricoles, ces dispositifs contribuent à la mise en place de plans de désherbage communaux afin d'accompagner les collectivités à une moindre utilisation des produits, notamment des herbicides.

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

La certification des utilisateurs et vendeurs de produits phytosanitaires au moyen du dispositif Certiphyto, sous l'égide de la DRAAF (SRFD), a permis de qualifier plus de 80 % des 30 000 applicateurs professionnels de la région et l'essentiel des conseillers. 27 000 certificats ont été édités et délivrés.

En Midi-Pyrénées, 42 établissements sont agréés pour dispenser les formations au Certiphyto : des chambres d'agri-culture, des établissements d'enseignement, des fédérations professionnelles, le CNFPT, etc.

L'objectif est désormais d'intégrer des références régionales issues des dispositifs Dephy (Ferme et Expe) et des résultats de la recherche appliquée en région.

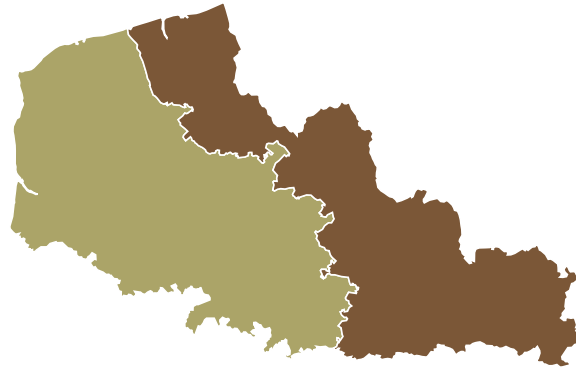
Pour cela il est prévu d'organiser une journée de séminaire des formateurs régionaux, de systématiser l'invitation des formateurs aux autres actions régionales, et enfin d'inciter les organismes de formation à mettre à jour leurs contenus de formation sur la base des actualités régionales.

Par ailleurs la DRAAF et ses partenaires du dispositif (chambre régionale d'agriculture, Vivéa, Fafsea) rechercheront désormais, à l'occasion de ces formations, la diffusion d'une approche de la production tournée vers « l'agro-écologie ».

### NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 27/08/2014)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>21 000</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1 200</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>2 800</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1 500</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : <b>2 800</b>
<b>TOTAL certificats délivrés ou en cours : 29 300</b>





# NORD-PAS DE CALAIS





### Une région très urbanisée...

La région Nord-Pas-de-Calais est réputée pour sa forte densité de population (324 hab/km<sup>2</sup>), son important maillage d'infrastructures et ses industries. Sous leur effet, la surface agricole utile (SAU) a régressé depuis 2000 de 20 500 ha, soit environ 2 000 ha/an.

### pourtant majoritairement agricole

La part dédiée à l'agriculture reste très importante puisque la SAU représente 66 % de la surface régionale. La forêt occupe 9 % du territoire.

L'agriculture régionale se caractérise par ses performances et ses productions diversifiées qui ont en commun d'être globalement productives et consommatrices d'intrants. Il est difficile de concilier des contraintes de production et de rentabilité avec une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.

A l'échelle nationale, l'agriculture régionale se situe dans les premiers rangs pour plusieurs productions. Ainsi en 2013, elle est :

- 1<sup>ère</sup> région productrice de pommes de terre (33% de la production nationale) et d'endives (56% de la production nationale),
- 3<sup>e</sup> région pour la betterave sucrière,
- 10<sup>e</sup> région pour les céréales,
- 5<sup>e</sup> région productrice de lait.

L'industrie agro-alimentaire se situe au 3<sup>e</sup> rang national pour son chiffre d'affaires. Elle est très diversifiée. Les produits phares sont le sucre, les légumes transformés, la pomme de terre, la chicorée, les produits amylacés, la bière...

En raison de son assolement, de son fort potentiel agronomique et de ses conditions climatiques, l'enjeu de la diminution de l'utilisation des pesticides est majeur en Nord Pas de Calais.

## GOVERNANCE

### Dates de réunion des CROS

10 décembre 2013  
et 11 décembre 2014

### Nombre de groupes de travail

**2** COPIL en 2013  
(le 3 avril et le 9 octobre)  
**3** COPIL en 2014  
(les 21 février, 8 juillet  
et 28 octobre 2014)

### Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé  
Actualisation du plan régional :  
non  
Nb d'enjeux régionaux :  
**7**  
Nb de fiches actions :  
**32**

## ACTION PHARE

Une enquête sur le BSV a été réalisée, qui avait pour objectif de connaître l'utilisation du BSV par la prescription en vue d'améliorer le dispositif actuel. Elle a recueilli 64 réponses pour 250 destinataires parmi les conseillers du développement, de la distribution et de l'agroalimentaire. Elle a montré que l'état des lieux de la situation sanitaire reste l'élément le plus apprécié des BSV.

Dans une large majorité, l'analyse de risque portée par les BSV, compréhensible pour 67% des interrogés, est en adéquation avec l'analyse de risque telle qu'elle est y perçue localement.

Cette étude a été complétée par une étude comparative de l'analyse de risque des bulletins techniques et des BSV. L'objectif était de définir le niveau de concordance entre l'analyse de risque en amont de la préconisation et l'analyse de risque du BSV.

345 bulletins ont été étudiés pour les grandes cultures : l'analyse de risque est conforme à celle du BSV dans 53% des situations. Elle est absente ou incomplète dans 42% des cas et n'est différente que dans 5% des comparaisons.

L'étude a donc montré l'importance de mieux communiquer sur les seuils de nuisibilité et sur les modèles épidémiologiques pour en faciliter leur appropriation.

# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Le **réseau DEPHY FERME** comporte cinq réseaux qui regroupent 49 exploitations caractéristiques des productions régionales. Des échanges sont mis en place entre les agriculteurs des réseaux et extérieurs aux réseaux avec la réalisation de journées thématiques au sein de chaque groupe, comme par exemple « les CIPAN » ou « les plantes compagnes ». En 2013, un film de 7 minutes portant sur « la valorisation des actions mises en œuvre dans les exploitations des réseaux de FERME DEPHY » a été tourné dans la région.

Par ailleurs, **deux lycées agricoles**, l'EPL du Pas-de-Calais et Genech, sont engagés dans l'action 16. Les élèves et les

enseignants participent aux observations des cultures et aux propositions d'évolution de systèmes de cultures mis en place sur les exploitations.

Enfin, un **projet DEPHY EXPE** est déployé depuis 2012 sur 2 sites : le Pôle légumes de la Région Nord à Lorgies et l'EPL du Pas-de-Calais à Tilloy-les-Mofflaines. Le projet porte sur l'expérimentation longue durée des systèmes de cultures dans des rotations grandes cultures-pomme de terre-légumes avec l'objectif de réduire d'au moins 50 % l'IFT de ce système de cultures par rapport à la référence régionale.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

### Qualipom'Nord

Le 27 juin 2013, pour la cinquième édition de Qualipom'Nord, près de 1 500 professionnels se sont donné rendez-vous à Chocques : des méthodes alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires leur ont été présentées.

Cette journée dédiée aux producteurs est organisée tous les deux ans et a pour objectif d'aider les agriculteurs à partager techniques et innovations pour optimiser la production. Cela passe par le choix des variétés de pomme de terre, pour devoir moins arroser par exemple, ou l'utilisation de machines plus précises, comme un tracteur guidé par GPS capable d'une précision de binage à 2 cm.

A l'occasion de cette journée organisée par le Comité technique de la pomme de terre du Nord-Pas-de-Calais en lien avec les partenaires de la filière, un volet céréales et oignons a aussi été ouvert. En marge des essais en pomme de terre, une nouvelle plate-forme d'expérimentations (après les céréales) en oignons a ainsi été proposée par le Pôle légumes Région Nord. Différents ateliers dynamiques (broyage, traitement du plant, cloisonnements interbuttes) ont permis aux visiteurs d'appréhender en direct le comportement du matériel sur une thématique précise.

## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau d'épidémiosurveillance en région Nord-Pas-de-Calais est composé de 6 filières : grandes cultures, légumes (frais et transformation), pommes de terre, arboriculture fruitière, (pomme et poire), jardins et espaces verts (ZNA), effets Non Intentionnels (ENI).

2013 est la première année de fonctionnement de ce dernier réseau composé de 15 parcelles fixes. Aucun bulletin ENI n'a été édité en 2013, les données étant représentatives et exploitées au niveau national.

Les parcelles du réseau ENI sont regroupées par trois sur une petite région (deux parcelles en conduite conventionnelle, une parcelle en agriculture biologique). Le suivi, réalisé par des spécialistes régionaux, porte sur quatre indicateurs : la flore des bords de champs, les vers de terre, les coléoptères et les oiseaux.



Pour les autres réseaux, 5 éditions sont disponibles dont deux en inter-région avec la Picardie : légumes et arboriculture.

En 2013, 250 observateurs ont émis plus de 6 150 observations sur 575 parcelles réparties sur l'ensemble de la région.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 21/07/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	39	36
Arboriculture fruitière	55	55
Cultures légumières	36	33
Viticulture		
Horticulture, Pépinières		
Zones non agricoles	7	10
Autres : pommes de terre	44	40

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

En plus des actions destinées aux collectivités territoriales, la FREDON développe différentes stratégies pour sensibiliser les jardiniers amateurs de la région à la réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques au travers de messages et témoignages sur les solutions alternatives au jardin :

- recensement de documents régionaux sur la sensibilisation des particuliers au jardinage au naturel,
- diffusion d'affiches et articles pour sensibiliser les particuliers sur le lieu des déchèteries,
- relecture d'une exposition sur les risques liés à l'usage des produits phytosanitaires pour la santé de l'homme et

l'environnement dans le cadre d'un projet FREDON/Conseil régional,

- réalisation des lettres d'information « Comment jardiner autrement ? ».

Depuis l'automne 2012, 8 éditions de la lettre d'information Ecophyto ont été ainsi diffusées. Cette lettre est destinée aux associations régionales de jardiniers amateurs et aux collectivités qui souhaitent relayer ces messages sur leur territoire.

Elle est transmise aux membres du groupe de travail (113 contacts), qui relayent eux-mêmes la diffusion auprès de leurs adhérents (soit près de 3630 contacts).



## FORMER ET PROFESSIONNALISER

La problématique des secteurs agricole et paysage étant différente, le groupe régional dédié à la formation s'est scindé en deux :

- le sous-groupe « secteur agricole » : l'offre de formation est déjà bien étoffée mais elle a des difficultés à mobiliser les agriculteurs et les salariés agricoles ;
- le sous-groupe « secteur de l'aménagement paysager » : des besoins en formation restent à couvrir par une offre de formation complémentaire.

Le sous-groupe paysage a constaté :

- des besoins de formation des entreprises paysagères et des collectivités territoriales sur les méthodes alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires en tenant compte des contraintes économiques des entreprises ;
- que le Certiphyto répond aux besoins en formation des vendeurs « grand public » de la grande distribution. Cependant, même s'ils sont en capacité de donner des conseils, ils ont peu de temps à consacrer à la sensibilisation des jardiniers amateurs ;
- que les jardiniers amateurs utilisent moins de produits phytosanitaires, sauf pour le désherbage. Une offre de formation vis-à-vis de ce public est proposée par les centres de formation agricole

sur les thèmes de la plante, du sol, de la valorisation des déchets.

*Remarque : Parmi les publics ayant demandé leur certiphyto, 8901 agriculteurs sur 13 500 l'ont obtenu. Toutefois, certains agriculteurs font également de la prestation de services et sont titulaires du certiphyto « décideurs travaux et services » (comptabilisé dans la ligne « Nb d'applicateurs en prestation de service ayant obtenus leur Certiphyto »), lequel valide le certificat « décideurs agricoles ».*

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 22/07/2014)	
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>8 901</b>
Nbre de salariés agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>485</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>686</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>2 320</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>1 886</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto) :	<b>3 161</b>
<b>TOTAL certificats délivrés ou en cours :</b>	<b>17 439</b>



# NORMANDIE





L'agriculture est très présente sur le territoire normand : la SAU représente près des trois quarts de son territoire, ce qui en fait la région la plus agricole de France en proportion de sa surface régionale.

En Basse-Normandie, la filière dominante est l'élevage bovin (près de la moitié de la SAU est en surface toujours en herbe) malgré sa diminution au profit des cultures de céréales et d'oléagineux depuis quelques années. La Haute-Normandie reste plutôt orientée vers les grandes cultures.

La Normandie comporte également une grande diversité de paysages et de milieux typiques (côtes, marais, bocages, forêts, réseau hydrographique dense) qu'il convient de préserver.

Le plan Ecophyto, mis en place dans la région depuis 2010, intervient comme une plus-value dans la démarche d'amélioration et de diminution de l'usage des produits phytosanitaires, contribuant au développement des actions régionales et favorisant ainsi la préservation des richesses du territoire normand.

Grâce à de nombreuses actions de communication menées par les différents acteurs du plan normand, les problématiques de réduction d'usage des produits phytosanitaires commencent à imprégner les esprits de tous : professionnels agricoles, gérants d'espaces verts, mais aussi jardiniers amateurs. Depuis la mise en place du plan, ses actions phares comme la formation des professionnels via le Certiphyto, la surveillance biologique du territoire et les réseaux de fermes de référence DEPHY, ne cessent de se développer dans la région et touchent de plus en plus de personnes.

## GOVERNANCE

### Dates de réunions des CROS

5 juillet 2010  
9 décembre 2010  
14 juin 2011  
24 novembre 2011,  
18 décembre 2012  
12 juin 2013  
26 juin 2014

### Nombre de groupes de travail

4

### Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé le 24 novembre 2011

Actualisation en cours

6

enjeux régionaux

## ACTION PHARE

### Communication en faveur du maintien de la biodiversité auprès d'agriculteurs et du grand public :

Les zones de plaines céréalières sont généralement pauvres en biodiversité. Sur une exploitation de plaine, membre du réseau Fermes DEPHY animé par Agrial, des jachères apicoles ont été implantées dans différentes parcelles. De même, grâce à un partenariat avec des apiculteurs, des ruches ont été installées à proximité des cultures. L'objectif est d'améliorer la biodiversité et de stimuler la présence de pollinisateurs et auxiliaires, permettant de lutter contre les ravageurs et ainsi de réduire les traitements insecticides. Deux jeux d'affiches ont été installés sur ces parcelles en bord de route, afin de présenter auprès d'un large public le dispositif et les suivis réalisés.

Un court-métrage a été réalisé sur cette même exploitation pour communiquer sur les techniques innovantes utilisées pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires en grandes cultures. Le suivi des effets non intentionnels, dans lequel l'exploitation est également engagée, est aussi présenté dans la vidéo.



# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Avec **11 réseaux Fermes DEPHY, 4 sites EXPE DEPHY et 2 lycées agricoles** engagés dans l'action 16 du plan Ecophyto, l'expérimentation et la production de références sur des techniques économes en produits de traitement occupent une place d'envergure.

Pour autant, les actions de démonstration, dans le cadre du plan Ecophyto et du dispositif DEPHY, sont tout aussi importantes puisqu'elles permettent de faire connaître et de diffuser au plus grand nombre les initiatives agricoles, les outils existants, les leviers agronomiques et mécaniques, les innovations testées ainsi que les connaissances acquises dans des contextes pédo-climatiques propres à la région normande.

Ces actions, réalisées directement par les ingénieurs-réseaux, ont été diffusées sous différentes formes en 2013 : 22 portes ouvertes, plusieurs tenues de stands, présentations ou témoignages lors de réunions, de conférences, de salons ou de colloques, distribution de plaquettes, chroniques radio, reportage TV, 25 articles dans la presse agricole et quotidienne et dans d'autres périodiques, rubriques web, soit plus de 60 actions de communication en 2013.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

### Identification des freins et des leviers au développement de l'agriculture intégrée

La Chambre régionale d'agriculture de Normandie (CRAN) a conduit un projet sur l'identification des freins et des leviers au développement de l'agriculture intégrée. Plus de 500 agriculteurs normands ont répondu à une enquête qui a permis d'identifier 4 freins majeurs au développement des méthodes limitant les intrants : les aléas climatiques, la crainte du manque d'efficacité des techniques, le prix des productions, la diversification ou l'allongement difficile des rotations. Le projet a permis de mettre en avant que la communication constituait, pour les acteurs, le levier majeur pour contourner les différents freins.

### Rédaction d'une note de suivi régionale

En 2013, une note de suivi du plan régional Ecophyto à mi-parcours a été rédigée. Cette note évalue et analyse l'évolution des pratiques en termes de recours aux produits phytosanitaires. Les résultats présentés sont appréciés relativement aux données de l'année 2008, année de référence du plan. Cette note de plus de 40 pages fournit une revue complète des avancées du plan en Normandie et des résultats obtenus depuis 2008.



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau de surveillance biologique du territoire mobilise plus de 300 observateurs, d'horizons divers (distribution, chambres d'agriculture, instituts techniques, industrie agroalimentaire, agriculteurs...). Les observations sur plus de 800 parcelles ont conduit en 2013 à l'édition de 251 BSV. La diffusion des BSV est assurée par les animateurs vers les conseillers et par leur mise en ligne sur les sites des DRAAF et de la CRAN pour les agriculteurs, avec possibilité de s'abonner pour les recevoir par courriel.

La consultation de ces BSV sur les sites de DRAAF est en constante progression : 12 205 vues en 2013 et 18 371 vues au 31/07/2014. De même, le nombre d'abonnements a doublé entre 2012 et 2013 : on compte 700 abonnements au 31/12/2013. En 2013, 509 BSV ont été diffusés par les animateurs filières vers les producteurs et les collectivités. Des extraits sont aussi publiés dans la presse agricole normande, qui compte plus de 20 600 abonnés. La forte implication des différents acteurs du

monde agricole permet la reconnaissance du dispositif et le renforcement de la cohérence des informations transmises aux agriculteurs, dans l'objectif de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.

### Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 31/07/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	126	104
Arboriculture fruitière	22	19
Cultures légumières	74	38
Viticulture	nc	nc
Horticulture	26	14
Zones non agricoles	3	5

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

En 2013, 333 collectivités normandes ont adhéré à la charte d'entretien des espaces publics développée par les FREDON. Les FREDON de Basse et Haute-Normandie ont organisé en octobre 2013 une journée technique de démonstration des méthodes alternatives dans chacune des deux régions. Ces journées étaient proposées à toutes les collectivités normandes, ainsi qu'à tous les gestionnaires d'espaces verts. En Basse-Normandie, cette journée a réuni 18 exposants et 126 visiteurs. En Haute-Normandie, 17 exposants étaient présents pour 109 visiteurs.

Un colloque sur la gestion écologique des espaces verts a été organisé par l'association FLORYSAGE (Arexhor Seine-Manche) en 2013 à Evreux.

Arexhor Seine-Manche a conçu 6 fiches techniques de reconnaissance des auxiliaires naturels dans les cultures ornementales et a tenu un stand sur ses actions en lien avec le plan Ecophyto lors d'un salon professionnel. L'association de consommateurs UFC QUE CHOISIR a créé une plaquette sur le thème « jardiner sans pesticides, c'est possible ».

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

En Normandie, au 31/04/2014, 7 889 agriculteurs (décideurs et opérateurs) sont détenteurs du Certiphyto (3 952 en Basse-Normandie et 3 937 en Haute-Normandie) sur un total de 67 625 actifs pour 35 374 exploitations normandes (recensement agricole 2010).

À cette même date, 713 certificats « conseil » avaient également été délivrés (383 en Haute-Normandie et 330 en Basse-Normandie). 31 organismes de formation en Haute Normandie et 43 en Basse-Normandie sont habilités à délivrer un ou plusieurs types de Certiphyto.

La formation à la réduction de l'utilisation des pesticides passe aussi par les établissements d'enseignement agricole : 9 établissements normands sont impliqués dans le plan Ecophyto dont 2 dans l'action 16. Des plates-formes d'expérimentation et de démonstration sont mises en place afin de servir de supports d'enseignement en matière de pratiques économes en intrants. Pour valoriser cette implication, un colloque sur le thème « Produisons autrement avec Ecophyto » a été organisé

au lycée agricole de Chambray (27) en avril 2014. Il a réuni 40 étudiants, 35 enseignants et formateurs, 20 agriculteurs et 20 techniciens et agents de développement.

### CERTIFICATION (chiffres au 31/07/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>7 889</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>713</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>2 319</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1 221</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : <b>2 470</b>
<b>Nombre total de Certiphyto délivrés : 14 612</b>





# PAYS DE LA LOIRE





Avec 2,1 millions ha de SAU, les Pays de la Loire représentent 8 % de la SAU nationale, et comprennent 58 % de cultures fourragères et 38 % de céréales et d'oléoprotéagineux. Les cultures spécialisées, renommées de la région, occupent 56 000 ha (vigne, fruits, légumes, horticulture, plantes aromatiques et médicinales). La réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires s'avère un enjeu majeur pour toutes ces filières.

Si les résultats, calculés par l'Observatoire des achats de produits phytosanitaires (OAPP) sur trois années glissantes 2008-2012, sont encourageants avec une baisse de la quantité de substances actives (QSA) de 13 % (hors métam-sodium), le suivi de la qualité des eaux superficielles témoigne toujours d'une égale contamination, notamment par l'AMPA, métabolite du glyphosate. L'OAPP souligne sur le même pas de temps une augmentation de plus de 6 % de la QSA glyphosate. La réduction des herbicides reste donc l'enjeu majeur de la région.

Les autres résultats de l'OAPP sont à exploiter au niveau des bassins versants prioritaires pour engager des réflexions sur les actions à prioriser localement pour une amélioration durable.

Un autre enjeu en 2014 est la réduction de l'usage du métaldéhyde retrouvé trop souvent dans les eaux consommables, à des doses heureusement éloignées d'effets toxiques présumés.

Tous ces résultats montrent l'intérêt primordial de maintenir une forte implication de l'ensemble des acteurs en zones agricoles et non agricoles pour permettre un changement durable des pratiques et une amélioration de l'environnement et de la santé publique.

## GOVERNANCE

### Dates de réunion des CROS

13 décembre 2014

### Nombre de groupes de travail

13

### Structure du plan d'action régional

#### Plan d'action régional validé

Actualisation du plan régional :

le 24 avril 2014

Nb d'enjeux régionaux :

8

Nb de fiches actions :

21

## ACTION PHARE

En 2010, le Comité régional d'orientation et de suivi a mis en place un observatoire des achats de produits phytosanitaires (OAPP) recensés à l'échelle des codes postaux des utilisateurs. Piloté par la DRAAF, ce dispositif a nécessité l'implication de nombreux acteurs : Coop de France Ouest, Négoces Ouest et Négoces Centre-Atlantique, la FREDON, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et la DREAL.

La valorisation brute des données montre des évolutions favorables : la quantité de substance active (QSA) a baissé de 28 % entre 2008 et 2012 soit plus de 1500 tonnes. Cette tendance concerne à la fois les usages professionnels et les produits portant la mention « emploi autorisé dans les jardins ».

La prise de conscience de l'intérêt de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires, le changement des pratiques, l'évolution des substances utilisées (substitution), les contextes climatiques et parasitaires, expliquent cette tendance.

Toutefois, la valorisation plus fine des données permettra une analyse plus précise, appelée à gommer les fluctuations d'origine climatique et économique.

Hormis le suivi régional, l'objectif de l'OAPP est de permettre la valorisation des données par les acteurs territoriaux en vue de mettre en place des actions pour réduire et améliorer l'utilisation des produits phytosanitaires. A ce titre, une première phase test est lancée auprès de quatre SAGE qui ont bénéficié de la diffusion des données sur leur territoire et d'une méthode pour leur exploitation. Si cette expérience est conclusive, il est prévu de généraliser la diffusion à d'autres SAGE.

# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Le réseau DEPHY FERME compte toujours 24 groupes et 230 exploitations dont 6 en lycées agricoles. La mobilisation régionale forte concerne toutes les filières : 11 groupes polyculture-élevage (PE), 5 grandes cultures (GC), 3 viticulture, 3 productions maraîchères et 2 arboriculture. Leur répartition reflète les zones de production et la diversité des acteurs impliqués. Après une phase de valorisation générale de tous les groupes, les premiers enseignements ont été présentés, pour les filières PE-GC et viticole, dans des journées techniques régionales et des plaquettes pour une diffusion plus large. Les actions de communication locale des groupes DEPHY se sont poursuivies avec un effort constant : 39 actions en 2013 réunissant environ 1400 participants.

Dans le réseau DEPHY EXPE, 10 sites intéressent notre région, dont 2 basés dans le Centre en "Val de Loire". Les filières y sont toutes représentées : 2 en polyculture-élevage, 1 en grandes cultures, 3 en viticulture, 2 en maraîchage, 1 en arboriculture et 1 en horticulture.

Concernant l'action 16, 1 ferme de lycée agricole est engagée : Le Fresne - Angers (49) dans la filière horticulture.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

### Action 1

« Mettre en œuvre les alternatives aux phytos » : thème du voyage de presse organisé par les Chambres d'agriculture, le 10 octobre 2013, dans le réseau DEPHY, près de Nantes (44) afin de montrer sur le terrain des modalités pratiques d'évolution vers des systèmes économes en produits phytosanitaires. Près de 50 personnes (10 journalistes) ont participé à cette visite sur 3 sites (maraîchage, polyculture-élevage, viticulture). Agriculteurs et techniciens ont présenté de nombreuses solutions innovantes et leurs projets, et ont ainsi convaincu les participants, saluant avec force les évolutions observées.

### Action 2

Au titre des actions régionales de communication, France Nature Environnement a organisé le 27 novembre 2013 une journée d'information transversale sur le plan Ecophyto. La matinée a été consacrée à la présentation du plan Ecophyto et de sa déclinaison régionale en zone agricole et non agricole. L'après-midi a été consacrée à la présentation de 2 réseaux DEPHY par les ingénieurs réseaux, accompagnée de témoignages de 2 agriculteurs de fermes DEPHY. La journée a permis de réunir 37 personnes (associations, techniciens de collectivités, animateurs des bassins versants...).



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Après 5 années de fonctionnement, les réseaux des 6 filières constituées en Pays de la Loire sont entrés en phase de consolidation.

Fin 2013, les réseaux d'épidémiosurveillance étaient constitués de 420 observateurs, observant 1257 parcelles pour la publication de 170 BSV. Il y a eu plus de parcelles observées que l'année précédente pour un peu moins d'observateurs. Certaines structures « spécialisent » leurs agents dans l'observation ; d'autres préfèrent confier les observations à des personnes récemment recrutées et bénéficier du caractère formateur de cette activité.

En 2013, 29 prélèvements « résistances » ont été réalisés. Les observations se sont poursuivies dans les 33 parcelles « biodiversité » dans le cadre des ENI.

Suite au déploiement d'outils de communication ciblés, le nombre d'abonnés au mailing BSV a décollé pour atteindre les 3300 fin 2013. L'enquête annuelle menée auprès des abonnés par la Chambre régionale d'agriculture confirme l'intérêt des producteurs pour les BSV et l'impact de ceux-ci sur les pratiques phytosanitaires.

L'ensemble du dispositif, épidémiosurveillance et ENI, a été supervisé par les agents du SRAL y compris par des visites de terrain.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 15/07/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	42	23
Arboriculture fruitière	24	19
Fruits transformés (édition inter-régionale)	22	19
Cultures légumières	34	20
Viticulture	20	16
Horticulture	13	9
Zones non agricoles	15	8

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

De nombreuses actions de communication à destination des professionnels non agricoles et des jardiniers amateurs ont été réalisées : 1 journée technique à destination des gestionnaires d'infrastructures de transports, 1 auprès des gestionnaires de golfs, une vingtaine d'interventions auprès de collectivités et jardiniers amateurs... Dans le cadre de l'appel à projets régional, 3 actions à destination des collectivités ont été organisées par l'Union régionale des centres permanents d'initiative pour l'environnement, 3 pour les paysagistes par la Chambre des artisans et des petites entreprises du bâtiment -

Chambre nationale des artisans des travaux publics et du paysage et 1 commune ZA-ZNA pour les associations et bassins versants par FNE Pays de la Loire. Elles sont complétées par l'actualisation et la diffusion d'outils de communication pertinents. Le nombre de signataires d'une charte de réduction d'utilisation des produits phytosanitaire type Crepepp est de 93 collectivités territoriales et on dénombre plus de 581 plans de désherbage réalisés. Adoptée par cinq bassins versants depuis 2012, la charte jardinerie bretonne intitulée « Jardiner au naturel, ça coule de source ! » compte 92 magasins signataires.

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

La dynamique de formation au Certiphyto s'est bien maintenue pour les 8 premiers mois de 2014 avec 7 476 certificats délivrés contre 7 516 pour la totalité de l'année 2013. Cette progression est largement due à la montée en puissance du dispositif mise en place en 2013 dans le secteur des collectivités territoriales qui est, pour l'année 2014, le deuxième pour le nombre de certificats délivrés, après celui des exploitants agricoles. Après une forte activité en 2013, le secteur de la vente / distribution marque le pas. Le secteur agricole est à peu près sur le même volume d'activité qu'en 2013 avec une légère progression qui est attendue d'ici la fin de l'année. Notons que 2 journées régionales d'information et d'échanges, totalisant environ 30 participants pour chacune, ont été organisées en décembre 2013 et mars 2014 par la DRAAF à destination des organismes de formation, avec l'appui des partenaires (Chambres d'agriculture, VIVEA, FREDON, MSA).

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 14/11/2014)
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>22 272</b>
Nbre de salariés agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1 871</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1 096</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>3 572</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (collectivités territoriales) : <b>1 933</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto) : <b>3 455</b>
<b>Nombre total de certificats délivrés : 28 748</b>



# PICARDIE





La région Picardie est une région de grandes cultures comportant des filières fortement utilisatrices de produits phytosanitaires (pommes de terre, légumes de plein champ, céréales, betteraves et colza).

D'un point de vue strictement environnemental, depuis 2001, la qualité des eaux souterraines qui constituent l'essentiel des ressources en eau potable de la région, est globalement stable mais préoccupante : en 2012, près de la moitié des points de prélèvements sont contaminés par des résidus de pesticides (11% en dépassement des normes réglementaires pour l'eau potable), et l'atrazine et ses métabolites ne sont plus les seuls à déclasser la qualité des eaux souterraines. La totalité des stations observées en cours d'eau sont contaminées, la concentration mesurée étant très variable selon les périodes et les conditions climatiques annuelles.

D'un point de vue réglementaire, 50% des masses d'eau superficielles est en report de délai par rapport à l'objectif de bon état 2015 fixé par la DCE ; 85% des masses d'eau souterraines n'atteindront pas le bon état et sont en report de délai pour moitié d'entre elles en 2021, le reste en 2027, les principaux paramètres déclassants étant les nitrates et les pesticides. L'état des lieux du nouveau SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) 2016-2021 confirme cette dégradation des masses d'eau.

La déclinaison régionale du plan Ecophyto est donc un enjeu important afin d'atteindre les objectifs fixés en termes de préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines de la région.

## GOVERNANCE

### Dates de réunions des CROS

16 juin 2010  
25 novembre 2011  
11 avril 2014

### Nombre de groupes de travail

**8**  
réunions en 2012  
**8**  
réunions en 2013

### Structure du plan d'action régional

#### Adoption en juin 2010

Un comité régional élargi (CROS) de **72** membres  
Un comité de pilotage restreint (COPI) de **17** membres  
**16** fiches actions  
sur les **9** axes du Plan national

## ACTION PHARE

### Une initiative picarde originale : le recueil des seuils utilisés dans les BSV grandes cultures et pomme de terre

En 2013 et 2014, les partenaires du réseau de surveillance biologique du territoire de Picardie (instituts techniques, chambres d'agriculture, FREDON...), ont conduit, à l'initiative de la chambre régionale d'agriculture et de la DRAAF de Picardie, une réflexion sur les seuils de nuisibilité des maladies et ravageurs qui affectent les grandes cultures de la région : blé, orge, colza, betterave, pomme de terre... Initialement, l'objectif d'un tel document était de se mettre d'accord entre partenaires du réseau sur des seuils d'intervention uniques qui permettent aux agriculteurs de prendre la décision qui convienne en cas d'affectation de leurs cultures par des maladies ou des ravageurs.

Ces seuils ont été définis sur la base d'un historique des problèmes sanitaires dans la région et suite à plusieurs années d'expérimentation sur ces thématiques. Ils sont aujourd'hui utilisés fréquemment dans les BSV et constituent une base pour la préconisation et la décision phytosanitaire en aval.

Ce petit recueil au format de poche, téléchargeable sur le site de la Chambre régionale d'agriculture de Picardie et de la DRAAF, est conçu comme un outil de travail, au service des agriculteurs et techniciens de la région. Certaines maladies et ravageurs n'ayant pas encore de seuil connu, ce travail s'inscrit dans la durée et le recueil devra être régulièrement actualisé.

# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

En Picardie sont en place **5 réseaux DEPHY** (dont 5 exploitations de lycées agricoles), sont en place en grandes cultures, productions légumières de plein champ pour l'industrie, et polyculture-élevage. 3 projets EXPE sont conduits dans la région, par l'INRA d'Estrées-Mons et l'Institut Lasalle Beauvais. Les journées portes ouvertes en 2013 ont porté sur le binage en plein sur haricots verts de plein champ pour l'industrie et sur la lecture du profil d'un sol. Dans le cadre des portes ouvertes nationales en juin 2013, deux opérations ont eu lieu : sur une ferme de polyculture-élevage de l'Oise certifiée « Haute valeur environnementale » et dans une exploitation de grandes cultures de la Somme.

En 2014 la communication a été ample : édition d'une brochure de témoignages d'agriculteurs sur les premiers résultats des réseaux DEPHY ; conférence sur la gestion des adventices (270 personnes) ; portes ouvertes sur le désherbage mécanique des carottes ; demi-journée sur la protection intégrée et l'agriculture de conservation ; témoignages d'agriculteurs DEPHY, notamment lors de l'opération Mecapole « conjuguer machinisme et innovations agronomiques » et dans une rubrique nouvellement créée « Dephy'l en aiguille » pour les journaux agricoles de la région.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Le réseau a publié pour la deuxième année en 2013 un bilan sanitaire régional qui reprend les principaux faits marquants de la campagne par filière, valorise le travail du réseau et sert de référence et de « mémoire » synthétique de la situation sanitaire régionale.

D'autre part, le recueil régional des seuils utilisés dans les BSV en Picardie a été édité, faisant de la Picardie la première région à concrétiser un travail sur ce sujet prioritaire, les seuils de nuisibilité participant activement à l'analyse du risque phytosanitaire.

En 2013 également, une étude régionale visant à caractériser les liens entre BSV et bulletins techniques d'organismes de conseil a montré que la prise en compte des BSV par le conseil doit être améliorée, et le recours aux seuils de nuisibilité et aux analyses de risque consolidé.

En 2014, la Picardie s'est portée volontaire pour tester et proposer des suivis et des moyens de communication sur la gestion des adventices, et une journée d'échanges a été organisée pour les partenaires et observateurs du réseau sur des problématiques locales (taupins, rouille jaune, limaces et adventices).



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau régional d'épidémiosurveillance, en place depuis 2009, concerne 12 filières regroupées en 6 éditions du BSV : grandes cultures, pomme de terre, légumes, arboriculture fruitière, petits fruits et zones non agricoles. Le BSV est diffusé directement par mail à 969 abonnés en grandes cultures, 112 en petits fruits, 511 en ZNA, 707 en légumes et 194 en arboriculture, ces 2 dernières filières étant inter-régionales avec le Nord-Pas-de-Calais. En 2013, on a recensé 9 500 consultations annuelles des BSV sur le site Internet de la DRAAF et 22 250 sur le site de la Chambre régionale d'agriculture (CRAP). Le BSV est également diffusé sur les sites des partenaires du réseau.

21 animateurs filières coordonnent sur 400 parcelles les observations réalisées par 115 partenaires. Les observateurs sont équipés du matériel adéquat et régulièrement formés.

Depuis 2012, les effets non intentionnels des produits sur la richesse et l'évolution de la biodiversité sont suivis sur 30 parcelles fixes (blé, maïs et salades). Ce dispositif surveille également

l'évolution des résistances des parasites (pucerons sur colza) et des maladies (mildiou sur pomme de terre) à différentes substances actives.

### Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 13/10/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	39	43
Arboriculture fruitière	36	50
Cultures légumières	74	40
Petits fruits	3	8
Pommes de terre	25	24
Zones non agricoles	15	18

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Après avoir recensé en 2013 les actions menées en ZNA dans la région (bilans régionaux réalisés par la FREDON sur les collectivités, les gestionnaires d'infrastructures linéaires, les cimetières), 2014 poursuit les travaux engagés les années précédentes.

Ainsi, 25 communes se sont engagées en 2013 et 2014 dans la charte régionale d'entretien des espaces publics initiée par le Conseil régional et les Agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie, soit 54 signataires depuis 2009.

La plaquette « produits phytosanitaires et collectivités locales » réalisée par la FREDON et reprise par plusieurs régions

françaises a été rééditée afin d'être distribuée lors des formations Certiphyto collectivités.

Des journées d'information vers les élus et employés communaux sur les risques liés aux herbicides, les méthodes alternatives et la gestion différenciée, ont été conduites par l'Union régionale des centres permanents d'initiation à l'environnement (URCPIE), le Conseil régional et l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

Enfin, une journée technique de démonstration sur « la re-végétalisation des espaces publics, un atout pour réduire les herbicides » a été organisée par la FREDON à l'attention des collectivités (100 personnes).

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

Après une période expérimentale en 2010-2011 pendant laquelle près de 3 500 agriculteurs ont pu suivre une formation Certiphyto, le dispositif de certification individuelle des personnes est bien avancé. 33 organismes de formation (nationaux et régionaux) sont habilités à délivrer des formations au certificat individuel.

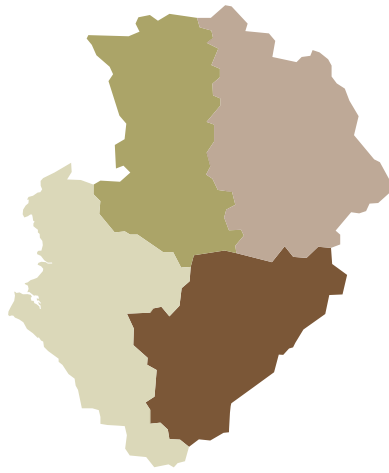
Début octobre 2014, plus de 15 000 personnes sont actuellement certifiées dans la région.

Par ailleurs, 617 entreprises ont entamé et/ou achevé une procédure d'agrément rénové : 25 entreprises de conseil, 66 entreprises de distribution de produits phytosanitaires professionnels, 122 entreprises de distribution de produits grand public, et 404 établissements applicateurs en prestation de service.

### CERTIFICATION (chiffres au 13/10/14)

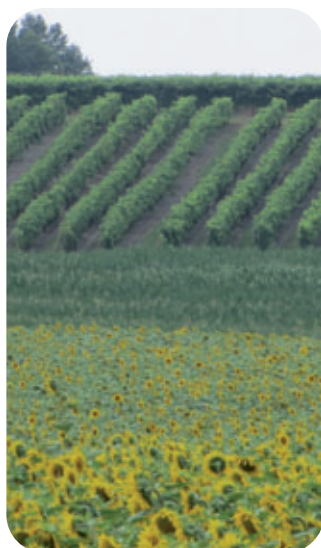
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto (DEA) : <b>8 539</b>
Nombre de salariés agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (OEA) : <b>1 194</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (CT) : <b>614</b>
Nombre de distributeurs de produits professionnels ayant obtenu leur Certiphyto (PP) : <b>540</b>
Nombre de distributeurs de produits grand public ayant obtenu leur Certiphyto (PGP) : <b>1 038</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service ayant obtenu leur Certiphyto (DTS et OPTS) : <b>1 944</b>
Nombre d'applicateurs en collectivités ayant obtenu leur Certiphyto (ACT et AOCT) : <b>1 246</b>
<b>Nombre total de Certiphyto délivrés : 15 113</b>





# POITOU-CHARENTES





La région Poitou-Charentes est essentiellement rurale. En effet, sur les 1 465 communes de la région, 1 323 sont des localités de moins de 2 000 habitants ; il n'y a pas de grandes métropoles, seulement 13 agglomérations dépassent les 10 000 habitants. Elle affirme sa vocation agricole par l'importance de sa surface agricole utile, soit 70 % du territoire. Au niveau des productions végétales, Poitou-Charentes se caractérise par deux filières prédominantes : les grandes cultures et la viticulture. Cette dernière, principalement consacrée à la production du Cognac, occupe environ 80 000 ha. Les 25 400 exploitations agricoles, soit 5 % du total France entière, exploitent plus d'un million d'hectares en céréales et oléoprotéagineux. Poitou-Charentes occupe la seconde place après la région Centre pour les grandes cultures. La production de melon avec 3 850 ha est la principale production légumière de la région et elle représente environ 26 % des surfaces consacrées à cette production au niveau national.

Les surfaces consacrées aux productions végétales de vente se sont accrues au détriment de celles destinées aux productions fourragères. Néanmoins l'élevage représente encore plus du quart de la valeur de la production agricole de la région. Les surfaces herbagères occupent 30 % de la surface agricole utile.

Le climat océanique favorise le développement des maladies cryptogamiques. Dans ce contexte favorable à l'utilisation des produits phytosanitaires, la mise en œuvre du plan Ecophyto prend toute son importance.

## GOVERNANCE

**Pas de réunions du CROS en 2013**

**Nombre de groupes de travail**  
**6**

groupes techniques : Réseau Dephy-Fermes, ZNA, communication, indicateurs, AAC et pesticides et santé

**Structure du plan d'action régional**

**Plan d'action régional validé le 12 mai 2010**

Actualisation du plan régional : non

Nb d'enjeux régionaux :

**36**

Nb de fiches actions :

**20** régionales

et **16** en priorité nationale

## ACTION PHARE

Depuis plus de 20 ans, la Chambre d'agriculture de Poitou-Charentes, en partenariat avec ARVALIS-Institut du Végétal, le CETIOM (Centre technique interprofessionnel des oléagineux et du chanvre) et la FREDON (Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles), organise la réunion technique d'Aulnay réunissant les techniciens grandes cultures de différents organismes de la région pour une présentation des résultats des différents essais réalisés, dans l'année, sur la problématique de la protection des grandes cultures. Pour la première fois, en 2013, s'est ajoutée une rencontre technique « les après-midi d'Aulnay » consacrée « au biocontrôle en grandes cultures ». Cette demi-journée, financée dans le cadre de l'appel à projets régional de communication du plan Ecophyto, a été l'occasion de mieux appréhender les possibilités offertes par ces nouvelles techniques en matière de protection des plantes. Jean-Charles BOCQUET, Directeur de l'UIPP (Union des Industries de la Protection des Plantes), après avoir présenté le contexte réglementaire, a abordé les perspectives de développement du biocontrôle et les ingénieurs d'ARVALIS-Institut du Végétal et du CETIOM ont illustré les possibilités offertes par ces nouvelles formes de protection des cultures. Fort de son succès, avec près de 70 participants dont une quarantaine de conseillers, cette première est certainement le point de départ d'une nouvelle formule « les journées d'Aulnay » promise à une longue carrière.

# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

### Deux journées consacrées au désherbage mécanique en grandes cultures :

La première, organisée par le CIVAM du Haut Bocage, en partenariat avec la ferme d'application du campus du lycée agricole des Sicaudières de Bressuire (79), a permis de faire le point sur les techniques de gestion préventive et curative des adventices. Avant d'aborder les méthodes et les outils, David Roy, technicien d'Agrobio35 a présenté le désherbage mécanique en le replaçant dans le cadre plus général de la maîtrise des adventices. L'après-midi a été consacré à la présentation de matériel (houes rotatives et herses étrille) et à des démonstrations sur les parcelles du lycée.

En complément, la chambre départementale d'agriculture des Deux-Sèvres a organisé une seconde journée de sensibilisation au lycée agricole de Melle. Elle s'est déroulée sous forme de deux ateliers. Le premier étant consacré aux leviers agronomiques et systèmes de cultures et le second à la pratique du désherbage mécanique.

Au total, sur ces deux journées, ce sont près de 190 agriculteurs et étudiants qui ont été sensibilisés à l'intégration du désherbage mécanique dans les pratiques culturales.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Révéléateur du dynamisme régional et de synergies entre les trois réseaux DEPHY-Ferme vigne de la région, une journée technique commune « Utiliser les produits alternatifs en agriculture » a été organisée le 14 novembre 2013 au lycée agricole de Saintes (17) par les chambres d'agriculture de Charente et de Charente-Maritime et la coopérative Charentes-Alliance. Cette réunion d'information a rassemblé 70 participants. Les ingénieurs des réseaux DEPHY, et des intervenants de l'Institut de la vigne et du vin et de la chambre départementale d'agriculture de Loire-Atlantique se sont succédé pour présenter les résultats de leurs travaux et de leurs expérimentations sur les produits alternatifs.

L'association Agrobio Poitou-Charentes a organisé le 20 mai dernier une journée sur le thème « adapter son système aux enjeux de demain, les leviers proposés par l'agriculture biologique », à Marigny (79). Après la présentation technico-économique de l'exploitation qui accueillait la journée et des visites d'essais, les opérateurs économiques locaux ont présenté la filière grandes cultures bio. L'après-midi était consacré au désherbage mécanique. Cette journée a rencontré un vif succès, avec plus de 200 participants.



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Afin d'améliorer la notoriété des bulletins de santé du végétal et d'augmenter leur diffusion, plusieurs opérations de communication ont été réalisées : la conception d'un document de présentation au format carte de visite, diffusé à plus de 3 000 exemplaires, et de panneaux d'information sur les parcelles de référence des différents réseaux d'observation. Un accord entre la chambre d'agriculture de Poitou-Charentes et le journal La Vienne Rurale, journal du groupe Réussir, permet la reprise des BSV « grandes cultures » dans l'hebdomadaire. Financé dans le cadre de l'appel à projets régional 2013, le site Internet <http://bsv-pc.fr/> offre la possibilité de s'abonner gratuitement aux différentes éditions. Depuis 2009, plus de 1 700 bulletins sont diffusés chaque semaine à plus de 800 abonnés.

En 2014, le comité régional d'épidémiologie a voté le renforcement de l'édition cultures légumières avec le suivi d'une nouvelle filière, la tomate, et l'extension du bulletin arboriculture fruitière Nord Poitou à tout le cortège du complexe parasitaire

de la pomme. Anticipant la sortie du nouvel arrêté de lutte contre les campagnols, la création d'un réseau de surveillance spécifique a été initiée.

### Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014

(chiffres au 11/09/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	35	23
Arboriculture fruitière	16	19
Cultures légumières	33	19
Viticulture (2 éditions)	35	32
Tabac	12	9
Interrégionaux (lin, châtaigne, noix, arboriculture Aquitaine)	55	60

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Les jardins familiaux de Bressuire, dans le bocage nord des Deux-Sèvres, étaient ouverts au public en ce bel après-midi du 27 juin 2014. La Chambre d'agriculture des Deux-Sèvres avait choisi ce site pour sensibiliser le grand public et les collectivités environnantes à la non-utilisation des pesticides. En découvrant l'un des 3 sites gérés par l'association des Jardins Familiaux de Bressuire (160 parcelles au total), près de 100 personnes sont venues découvrir les potagers traditionnels, mais aussi et surtout les nouvelles pratiques de jardinage qui permettent de limiter, voire même de supprimer l'utilisation des pesticides.

La Société nationale d'horticulture de France (SNHF) organisait, le 26 juin 2014, à Saujon (17), une rencontre « Jardiner autrement ». Cette rencontre associait conférences, échanges et visites de jardins, notamment le jardin ornamental de la Chaillière à Saint-Sornin (16) et celui de Bernard Patry, lauréat du concours « Jardiner autrement » en 2013. Charlotte Dor de la SNHF a présenté l'initiative « Jardiner autrement », la DRAAF a informé sur Ecophyto et les bienfaits des pollinisateurs pour l'agronomie puis Vincent Albouy de l'office pour les insectes et leur environnement (OPIE) a fait découvrir aux jardiniers les insectes du jardin et leurs intérêts, interventions fort appréciées du nombreux public présent.

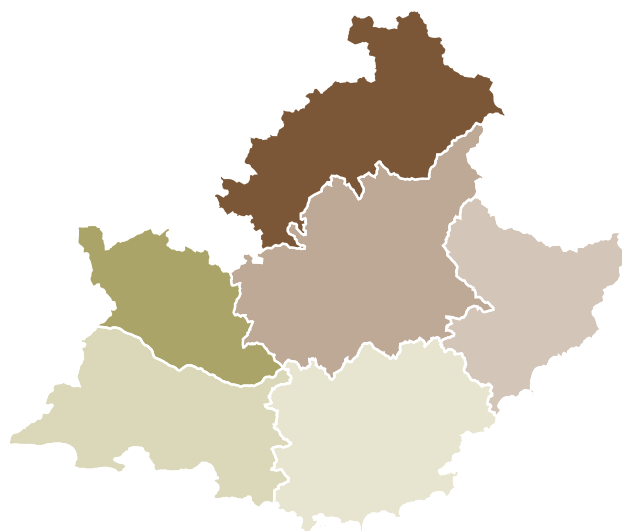
## FORMER ET PROFESSIONNALISER

L'agrément des entreprises est passé de seulement 106 dossiers agréés en octobre 2013 à 482 fin août 2014, ce qui représente un peu plus de la moitié des agréments attendus connus. Les organismes certificateurs ont dû échelonner les audits suite aux nombreuses demandes, ce qui explique un retour des documents échelonné sur 2014, lié aussi à une entrée dans le nouveau dispositif en fin de période transitoire notamment par les applicateurs. Les premiers agréés furent majoritairement des distributeurs grand public, nouvellement concernés. Le nombre d'entreprises déclarant une activité de conseil indépendant est très faible (11). 116 entreprises ont déclaré une activité de distribution à des professionnels mais avec une forte disparité de taille, allant de l'établissement unique très local à des organismes multisites travaillant aussi dans les régions limitrophes, dont l'un dépasse 70 établissements. Le tiers des applicateurs (environ 200) est situé en Charente-Maritime. La nécessité de l'évolution des

statuts pour les EARL, SCEA et GAEC explique qu'un certain nombre de dossiers d'applicateurs restent longtemps en cours d'instruction.

### CERTIFICATION (chiffres au 01/03/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>25 349</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>608</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1541</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>131</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1 275</b>
<b>Nombre total de Certiphyto délivrés : 29 106</b>



# PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR





62% de la superficie agricole de la région Provence Alpes Côte d'Azur ne reçoit pas de traitement phytosanitaire. En effet la région se caractérise par une zone littorale très urbanisée et de grands espaces naturels. Seul un tiers du territoire est mis en valeur par l'agriculture, dont près de deux tiers de surfaces herbagères.

Le nombre d'exploitations agricoles représentait 4,5% du total national en 2010, occupant 610 940 ha de la surface agricole utile (SAU). Près d'un quart des exploitations a disparu en dix ans, et la SAU a diminué de 12% en dix ans.

Le profil agricole régional se caractérise par des productions à haute valeur ajoutée : plus d'un tiers des exploitations est spécialisé en viticulture, 22% en arboriculture, 6% en maraîchage, 6% en horticulture, 12% en grandes cultures - plantes à parfum. La région, par son profil et ses conditions climatiques, est relativement peu tributaire des traitements phytosanitaires fongicides et herbicides, mais plus des insecticides. En revanche, sa localisation frontalière l'expose particulièrement aux risques d'introduction d'organismes nuisibles émergents.

Par ailleurs, les « zones non agricoles » occupent une place particulièrement importante compte tenu de la forte urbanisation, de l'influence du tourisme et des jardins remarquables dans la région.

## GOVERNANCE

### Dates de réunion des CROS

18 mai 2010  
18 novembre 2010  
10 novembre 2011  
5 décembre 2012  
17 décembre 2013  
16 décembre 2014

### Nombre de groupes de travail

**9** réunions en 2014  
CRE, GRAP, Copil ZNA,  
Indicateurs, Club des partenaires  
Communication, Dephy ...

### Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé  
Actualisation du plan régional :  
en cours  
Nb d'enjeux régionaux :  
**8**  
Nb de fiches actions :  
**59**

## ACTION PHARE

La communication vers le grand public est un élément clé de la valorisation des actions entreprises dans le cadre du plan régional Ecophyto. Il s'agit de répondre aux attentes des consommateurs en leur apportant et en leur facilitant l'information sur les pratiques culturales actuelles, notamment en faveur de la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, et sur l'ensemble des actions portées par les acteurs agricoles et non agricoles. En 2013 un séminaire régional a rassemblé l'ensemble des partenaires associés à la communication régionale Ecophyto (producteurs, consommateurs, associations environnementales...). La volonté de mettre en œuvre un réseau social a émergé lors de ce séminaire.

Ce réseau social (Content Managements System ou CMS) est un espace commun de partage d'information et de dialogue. En 2014, il est en construction, en concertation avec les partenaires régionaux qui auront une page présentant leurs actions. Il permet le partage de documents au sein d'une bibliothèque qui centralise l'ensemble des productions du réseau sur la thématique Ecophyto (vidéo, articles de synthèse...), l'actualité, l'annonce des événements et des projets. Les utilisateurs qui s'inscrivent ont accès à toute l'information et aux groupes de discussion. Le CMS devrait être inauguré fin 2014.

# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

La région PACA compte 14 réseaux DEPHY FERME. Les journées de démonstration se sont cette année particulièrement axées sur la qualité de la pulvérisation. La qualité de la pulvérisation dépend de plusieurs paramètres essentiels : le nombre de rangs à traiter, la qualité des gouttelettes (taille et nombre), les conditions météorologiques d'application, le réglage du pulvérisateur, la vitesse d'avancement.

En viticulture, lors de soirées organisées par l'association des vignerons de la Sainte-Victoire puis de la Chambre d'agriculture du Vaucluse, Renaud Cavalier (CA Gard) est intervenu sur les

modalités d'optimisation de la pulvérisation. Une application de fluorescéine selon différentes modalités, révélées à la tombée de la nuit par la lumière noire a permis de faire la démonstration de l'importance de la qualité de la pulvérisation pour optimiser la protection des vignes et limiter les pertes dans l'environnement.

Les réseaux Dephy des filières arboriculture et viticulture seront présentés lors du Salon Tech et Bio Méditerranée le 14 octobre 2014 à la station expérimentale de la Pugère.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

### Réduction de l'utilisation du cuivre sur le verger d'olivier

La maladie de l'œil de paon est avec la mouche de l'olive la principale cause d'utilisation des pesticides sur le verger d'olivier. Ce verger est extrêmement important pour la région, 3 fois plus important en surface que le verger de pommier, et dans des environnements naturels fragiles. Dès le lancement du plan régional Ecophyto, l'Association française inter-professionnelle de l'olive, le Centre technique de l'olivier, la DRAAF et le CIRAME ont collaboré pour qu'un système expert réalisé par la DRAAF PACA, OPTIPAON, soit mis en ligne sur Internet, et permette à tout oléiculteur d'estimer la pertinence

d'un traitement. L'oléiculteur doit réaliser un comptage du pourcentage de feuilles malades. Ensuite, après avoir consulté le BSV, il renseigne 6 rubriques en ligne, OPTIPAON lui retourne un indice de risque, une grille simple d'interprétation permet alors de décider s'il faut traiter ou pas. Dans de très nombreuses situations, la réponse sera NON, mais le nombre d'interventions peut atteindre 5 traitements à demi-dose si la situation le justifie pour conserver aux arbres suffisamment de feuillage.

Le prototype est en ligne sur [www.agrometeo.fr](http://www.agrometeo.fr) et [www.afidol.info](http://www.afidol.info).



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

En 2013, les différents réseaux sont établis en cohérence avec les enjeux phytosanitaires des territoires et des filières de production. Les filières viticulture, maraîchage et arboriculture sont sécurisées par des réseaux d'observateurs stabilisés. Interpellé pour le suivi du risque *Drosophila suzukii*, le réseau viticulture a montré sa réactivité et sa capacité d'organisation.

En 2013, la CRA a réalisé une étude sur la prise en compte du BSV dans les bulletins techniques de préconisation dans l'objectif de proposer des améliorations qualitatives du BSV.

L'étude, conduite sur la filière viticulture, a permis d'élaborer des recommandations valables pour l'ensemble des filières. Elle conclue à la nécessité d'un positionnement fort du BSV, outil de référence pour l'établissement du conseil technique. La diffusion du BSV au plus grand nombre d'utilisateurs et prescripteurs apparaît prioritaire.

Depuis août 2014, une plate-forme d'abonnement au BSV est mise en place par la CRA : [www.bsv-paca.fr](http://www.bsv-paca.fr)

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au )		
	2013	2014
Grandes cultures	4	5
Arboriculture fruitière	24	23
Cultures légumières	25	23
Viticulture	29	25
Horticulture	22	22
Zones non agricoles	15	13
Riz	2	2
Plantes à parfum	7	5
Oléiculture	15	6

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Vers une région sans pesticides, nos collectivités s'engagent : L'Agence régionale pour l'environnement (ARPE) PACA réalise un recensement des collectivités engagées dans une gestion durable des espaces verts. Une première cartographie régionale a été réalisée et adressée avec un questionnaire à toutes les collectivités de PACA afin de recenser de façon exhaustive les démarches mises en œuvre sur le territoire régional.

Dans le cadre de la charte d'engagement « Vers une région sans pesticides, nos collectivités s'engagent », l'ARPE pilote les travaux d'un groupe de travail pour la construction d'une labellisation.

Comme en 2013, des journées techniques d'actualités sont organisées par la FREDON PACA et la DRAAF à destination des élus et agents territoriaux.

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

En 2013 en PACA, 87 organismes ont organisé des sessions de formations pour l'accès aux certificats individuels. Plus de 4 500 certificats ont été délivrés.

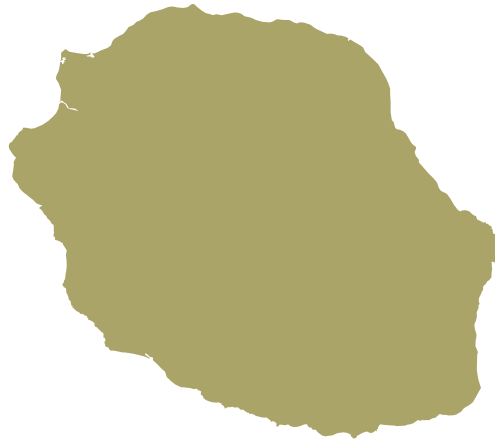
En 2014, à l'approche de l'échéance réglementaire, le nombre de candidats au Certiphyto a fortement augmenté pour atteindre plus de 400% de certificats délivrés en 2014 par rapport à 2013.

En septembre 2014, près de 80 % des exploitants agricoles sont détenteurs du Certiphyto « décideur en exploitation agricole ». En revanche, les salariés agricoles sont pour le moment peu nombreux à détenir le Certiphyto (8%).

Les formations pour les utilisateurs en collectivités territoriales se sont mises en place plus tardivement sur l'ensemble de la région.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 22/07/2014)
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>12 108</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>737</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1 917</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (collectivités territoriales) : <b>539</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : <b>2 721</b>
<b>TOTAL certificats délivrés ou en cours : 18 820</b>





# LA RÉUNION





L'agriculture occupe une place économique, sociétale et environnementale importante à La Réunion. La canne à sucre, culture pivot de l'île, occupe 60 % des surfaces agricoles et consomme une grande partie des intrants. L'agriculture réunionnaise propose également une grande variété de productions végétales qui permet de couvrir plus des trois quarts de la consommation locale, notamment en produits frais. Cependant, la pression parasitaire due au contexte climatique tropical et très diversifié de l'île pourrait limiter le développement d'une production endogène de qualité. Cette situation phytosanitaire plutôt défavorable restreint les agriculteurs dans les possibilités de réduire et d'améliorer leur utilisation des phytos. Depuis vingt ans, les différents acteurs agricoles ont permis de faire évoluer les pratiques de protection des cultures en milieu tropical. L'objectif n'est pas seulement d'améliorer la qualité de la production et d'assurer une plus grande autosuffisance alimentaire. La réduction de l'impact des pesticides sur l'environnement est également un enjeu important dans un département « hotspot » de la biodiversité.

Le plan Ecophyto à La Réunion a pour objectifs de fédérer les acteurs locaux pour construire, développer et transférer des techniques et systèmes de production innovants plus économes en phytos. Ainsi, l'implication active et historique d'organismes de recherche performants constitue un atout indéniable dans la dynamique agro-écologique avec comme "DEPHY" de faire de La Réunion un département pilote tropical du projet agro-écologique pour la France.

## GOVERNANCE

### Dates de réunion des CROS

2 septembre 2014

6 décembre 2013

### Nombre de groupes de travail

3

### Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

Actualisation du plan régional :

non

Nb d'enjeux régionaux :

7

- Prise en compte des spécificités

DOM

- Réduction de l'usage des pesticides en agriculture

- Former à la réduction et à la sécurisation de l'utilisation des pesticides

- Évaluer l'impact des pesticides

- Suivi de l'état phytosanitaire des

cultures

- Réduction de l'usage des

pesticides en ZNA

- Gouvernance

Nb de fiches actions :

16

## ACTION PHARE

### La recherche agronomique

À La Réunion, les organismes de recherche sont très impliqués dans le plan Ecophyto ainsi que dans la démarche agro-écologique et la préservation de la biodiversité. Leurs compétences pluridisciplinaires, reconnues au niveau régional et international, sont des atouts pour construire des systèmes économes en phytos. Les organismes de recherche sont également une composante essentielle du RITA (Réseau d'innovation et de transfert agricole) et de l'UMT SPAT (Unité mixte technologique santé végétale et production agro-écologique en milieu tropical).

De nombreux projets en partenariat ou en coopération essaient de répondre à la problématique de l'utilisation durable des phytos comme GAMOUR (Gestion agroécologique des mouches des légumes à La Réunion), BIOPHYTO (Production durable de mangues sans insecticide, Photo), ECOCANNE (Gestion agroécologique intégrée du foreur des tiges et des mauvaises herbes de la canne à sucre), ECOFRUT (nouveaux systèmes de culture écologiques et durables en productions fruitières tropicales), AGRUM'AIDE (Élaboration d'un outil d'aide à la décision pour la conception et l'évaluation de vergers d'agrumes durables) ou encore des projets à venir (ATTRACTMYFLY, BIOPIPER).

# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

À La Réunion, 4 réseaux régionaux DEPHY ont été validés suite aux appels à candidature :

- DEPHY FERME Canne à sucre : IR Chambre d'agriculture, 9 exploitations, mise en place 2011 ;
- DEPHY FERME Mangue : IR Chambre d'agriculture, 9 exploitations, mise en place 2012 ;
- DEPHY EXPE Canne à sucre : IR GIE eRcane, mise en place 2013, Projet CanEcoH (Canne à sucre économe en herbicide)
- DEPHY EXPE Maraîchage : IR ARMEFLHOR, mise en place fin 2013, Projet RESCAM (Réseau d'expérimentations de systèmes de cultures agro-écologiques maraîchers).

- Le lycée agricole de St Paul (EPLEFPA) est engagé dans l'action 16 nationale et dans les 4 réseaux régionaux ; il représente ainsi un acteur important dans le plan Ecophyto dans le domaine de la formation, la démonstration et du transfert.

- Les premiers résultats dans les réseaux DEPHY FERME sont encourageants avec une baisse de 40% de l'IFT herbicide en canne à sucre et de 49% pour l'IFT en production de mangues.

- Pour le réseau DEPHY Expé Canne à sucre, des leviers pour réduire l'utilisation de phyto ont été identifiés, sans trop d'impact sur la production : des résultats sont à conforter.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

### Lutte biologique intégrée sous abris

Dans le cadre de l'appel à projets « Mobilisation collective pour l'agro-écologie », le projet de la coopérative Vivéa a été retenu. Ses adhérents ont pour ambition de développer des stratégies de lutte intégrée alternatives et innovantes pour leur production de fruits et légumes sous-abris. L'agroécologie est au cœur du dispositif où la production intégrée est déjà pratiquée à La Réunion dans des exploitations engagées dans des démarches de protection biologique intégrée. Ces méthodes de lutte pratiquées sont efficaces et plébiscitées par les producteurs qui souhaitent élargir le panel de solutions dont ils disposent.

Les actions prévues concernent l'ensemble de la démarche, de l'identification des besoins sur les exploitations à la validation de nouvelles méthodes de lutte par les producteurs. Ainsi tous les acteurs de la lutte biologique sont partenaires de ce projet : producteurs, recherche (CIRAD), développement et expérimentation (ARMEFLHOR, FDGDON, SARL Coccinelle) et diffusion (Vivéa, Fruits de la Réunion, AROP-FL, ARIFEL, Chambre d'agriculture). Pour information, la société Coccinelle est une unité locale de production d'insectes auxiliaires des cultures



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau d'épidémiologie réunionnais poursuit sa structuration. La forme et la périodicité du BSV ont évolué pour diffuser aux agriculteurs une information plus fréquente et plus analytique. Le BSV se décline désormais en 4 éditions par mois sur les principales filières agricoles de l'île (canne à sucre, cultures maraîchères, fruitières et ornementales). Dans ces BSV sont recensées les données de la pression phytosanitaire exercée par les 72 organismes nuisibles suivis par les animateurs filières, accompagnées d'une évaluation du risque. La mise en ligne du BSV restant une voie insuffisante de diffusion vers un public d'agriculteurs encore mal équipés en informatique, l'adressage du bulletin sur téléphone portable a été adopté.

En 2014 le contenu du BSV sera étoffé par un lien vers des fiches phytosanitaires qui renseigneront sur la biologie des organismes nuisibles et les dégâts associés, les insectes auxiliaires et les méthodes alternatives de lutte. Toutefois, le renforcement du réseau de surveillance est nécessaire pour assurer efficacement le rôle d'avertissements agricoles du BSV. Parallèlement, le traitement des données doit être optimisé.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 31/08/2014)		
	2013	2014*
Canne à sucre	7	8
Arboriculture fruitière	7	8
Cultures légumières	7	8
Horticulture	6	5

\* Objectif 2014 : 41 BSV

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

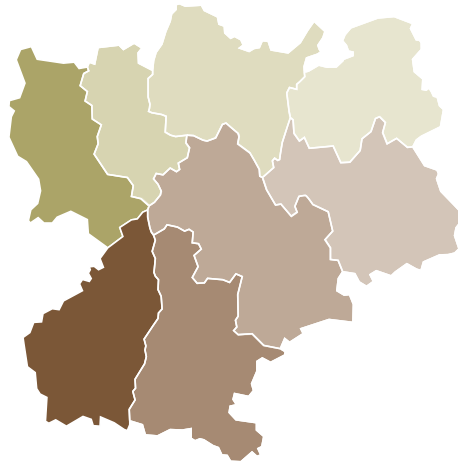
Dans le cadre du plan Ecophyto à La Réunion et du projet spécifique aux zones non agricoles (ZNA), la FDGDON, en partenariat avec l'UNEP et la SAPEF, organise un séminaire initial de rencontre et d'échange sur les pratiques et usages des produits phytosanitaires dans les espaces non agricoles. Prévu le 30 septembre 2014, ce séminaire s'adresse aux professionnels du paysage et des espaces verts (collectivités et entreprises du paysage) pour permettre la rencontre entre les différentes parties prenantes et le partage d'expériences

sur les techniques d'entretien des espaces verts. Il a pour objectif de présenter le "Projet ZNA à La Réunion", le contexte, les premiers résultats et les perspectives à venir. Au delà des enjeux de réduction et de sécurisation de l'utilisation des phytos, cette journée de sensibilisation et de mobilisation est l'occasion de réfléchir sur un réseau d'épidémiologie-surveillance en lien avec celui mis en place pour les productions végétales réunionnaises. A terme, un BSV ZNA pourrait voir le jour.

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

En 2013 et notamment en 2014, le nombre de Certiphytos délivrés a fortement augmenté. Au 1<sup>er</sup> août 2014, près de 4500 agriculteurs ont suivi la formation Certiphyto, soit plus de 60 % des exploitations agricoles réunionnaises. Les sessions de formation ont été intensifiées en 2014 au niveau de la chambre d'agriculture. C'est au total plus de 5700 personnes qui ont suivi l'une des 9 formations proposées par les 5 centres habilités. En matière de formation, les 2 lycées agricoles publics de l'île sont pleinement investis dans le plan Ecophyto. Celui de St-Paul participe aux 4 réseaux DEPHY, au réseau national Ecophyto " Lycées agricoles " et aux différents programmes de recherche (BIOPHYTO...) . Le lycée de St Paul a ainsi organisé en novembre 2013 une journée "Produire autrement" à l'attention des apprenants et de quelques agriculteurs. Enfin, développé dans le cadre du projet Biophyto, le Certificat universitaire de qualification professionnelle (CUQP) "Protection agro-écologique des cultures" est la première formation diplômante destinée aux professionnels et permettant l'acquisition de compétences dans le domaine novateur de l'agro-écologie.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 01/08/2014)	
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>3 702</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>189</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto :	<b>423</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (collectivités territoriales) :	<b>108</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto) :	<b>255</b>
<b>TOTAL certificats délivrés ou en cours : 4 677</b>	



# RHÔNE-ALPES





La région Rhône-Alpes se caractérise par une diversité importante : mosaïque de territoires, gradient climatique, pôles urbains importants contrastant avec des zones rurales menacées de désertification. Ces caractéristiques ainsi que la position de Rhône-Alpes entraînent des productions végétales très diversifiées : céréales, oléo-protéagineux, productions fourragères, cultures fruitières et maraîchères, vins, horticulture, cultures industrielles, semences.

Les bassins de consommation urbaine et touristique importants poussent à développer des productions sous signe de qualité (15% de l'offre nationale) ainsi que l'agriculture biologique (qui concerne 6,2% des surfaces et 7,3% des exploitations).

Les enjeux agricoles de la région sont étroitement liés à ceux du plan Ecophyto :

- produire durablement en valorisant les productions alimentaires de proximité et les produits régionaux sous signe de qualité. L'agriculture doit s'engager dans des systèmes et des pratiques de production adaptés aux territoires, conciliant efficacité économique et écologique tout en anticipant les impacts sanitaires du changement climatique ;

- préserver les ressources en eau : la région est largement affectée par la problématique de gestion de l'eau en relation avec l'activité agricole : pollutions par les produits phytosanitaires, conflits d'usages sur les prélèvements...

De par son ambition de réduire l'utilisation des pesticides, le plan Ecophyto conforte la volonté d'avoir en Rhône-Alpes une production agricole et une gestion des territoires limitant les impacts sur la santé et l'environnement.

## GOVERNANCE

### Dates de réunion des CROS

31 mai 2010

8 mars 2012

8 novembre 2013

### Nombre de groupes de travail

8

se réunissant en tant que de besoin

### Structure du plan d'action régional

#### Plan d'action régional validé

le 31 mai 2010

Pas d'actualisation du plan régional

Nb d'enjeux régionaux : **7**

- Organiser la gouvernance et la communication
  - Suivre l'évolution de l'usage des pesticides
  - Réduire l'usage des pesticides en zones agricoles
  - Suivre l'état sanitaire des cultures
  - Réduire l'impact des pesticides par la limitation des transferts
    - Améliorer la qualification des acteurs concernés par les pesticides
  - Réduire l'usage des pesticides en Zones Non Agricoles
- Nb de fiches actions : **17**

## ACTION PHARE

### Journées techniques dans les lycées d'enseignement technique agricole

À l'occasion des journées portes ouvertes dans les lycées de l'enseignement agricole, 2 journées techniques intitulées « Phytosanitaires : des solutions pour économiser vos intrants et gérer vos effluents » ont été organisées au printemps. Elles ont rassemblé une centaine d'agriculteurs, viticulteurs, conseillers techniques et agents de l'enseignement agricole.

La première partie a ciblé prioritairement agriculteurs et viticulteurs et s'est organisée autour de 2 thèmes :

- la gestion des effluents phytosanitaires : présentation de l'aire collective de remplissage-lavage des pulvérisateurs du lycée et témoignage d'un agriculteur équipé d'un équipement équivalent ;
- la réduction de l'usage des produits phytosanitaires : présentation des résultats des travaux conduits dans le cadre du réseau de fermes DEPHY auquel appartient l'exploitation du lycée d'accueil de la journée.

L'après-midi a été davantage orienté vers les conseillers et les enseignants. Cette deuxième partie sur les économies d'intrants liées à la réduction de l'usage des produits phytosanitaires était basée sur l'approche méthodologique et les résultats des travaux des réseaux de fermes DEPHY, avec la présentation des premiers résultats régionaux en cultures pérennes et en polyculture-élevage. Une 3<sup>ème</sup> journée a été organisée début novembre. Destinée essentiellement aux élèves et apprentis de l'enseignement agricole, elle a permis à plus de 300 d'entre eux de participer à des ateliers thématiques (réseau DEPHY, Bulletin de santé du végétal, agroforesterie...).



# TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

## LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

A l'automne 2013, Tech&Bio à Valence et la Finale nationale de labour dans l'Ain ont été 2 opportunités pour communiquer auprès d'un large public sur les actions des agriculteurs engagés dans les 13 réseaux DEPHY FERME.

Parallèlement, les journées organisées sur les sites EXPE ont permis aux producteurs et techniciens d'apporter leur regard sur les travaux réalisés. En Rhône-Alpes, les 2 sites EXPE visent à réduire l'usage des phytos en testant différentes techniques sur des vergers de pommiers à l'INRA Gotheron et en travaillant l'association d'arbres fruitiers et de cultures sur le site de la Chambre d'agriculture de la Drôme.

Les résultats issus de ces dispositifs sont diffusés lors de journées techniques (3 dans les lycées agricoles en 2014) ou de démonstrations (proposées par les réseaux FERME), afin de faire part des résultats et de mettre en avant des techniques intéressantes à promouvoir (désherbage mécanique, confusion sexuelle, glu, argile, huiles végétales pour lutter contre les ravageurs en arboriculture, outil d'aide à la décision (Optidose) en viticulture).

Un travail s'est engagé en 2014 avec tous les acteurs DEPHY pour produire une publication régionale de l'ensemble des résultats.

## ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

### Recueil de fiches techniques sur les pratiques alternatives

Ce travail constitue l'aboutissement d'un stage de fin d'étude destiné à réactualiser un guide des bonnes pratiques phytosanitaires, sur la base d'un état des lieux rhonalpin et des dispositifs d'expérimentation et de démonstration existants.

Une quarantaine de fiches sur des techniques alternatives, de deux à quatre pages, sont en cours de validation. Destinées en priorité aux conseillers et aux agriculteurs des quatre grandes filières régionales (viticulture, arboriculture, maraîchage et grandes cultures), elles pourront également être utilisées dans le cadre de l'enseignement agricole. Ces fiches informent sur

les avantages et inconvénients de chaque solution et contiennent des références expérimentales et des données économiques. Chaque fois que possible, elles ont été complétées par un témoignage d'agriculteur.

Le recueil de fiches sera mis en ligne à la fin de l'année sur les sites Internet de la DRAAF-Rhône-Alpes, de la Chambre régionale d'agriculture et de la Cellule régionale d'observation et de prévention par les pesticides (CROPPP, groupe régional pesticides).



## SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau de surveillance biologique du territoire, mis en place les années précédentes, permet de poursuivre la publication de BSV pour 7 filières régionales et 1 filière inter-régionale (oléiculture) : plus de 130 BSV sont consultables annuellement. L'année 2014 a également permis de consolider l'ensemble des observations régionales dans la base nationale Epiphyt.

D'année en année, la qualité des publications s'améliore compte-tenu de la valorisation des historiques et d'une fiabilité renforcée du réseau. Toutefois, il reste toujours difficile d'évaluer le niveau d'appropriation du BSV par les agriculteurs et les prescripteurs. Une étude spécifique sera conduite afin de mesurer le niveau de satisfaction de l'utilisateur du BSV, d'évaluer le lien entre BSV et bulletin de conseil et de proposer des pistes d'amélioration du dispositif, afin de répondre au mieux aux enjeux du plan Ecophyto.

Le suivi des effets non intentionnels des pratiques agricoles sur la biodiversité est poursuivi pour la 3<sup>ème</sup> année sur 30 parcelles, réparties sur 4 grandes filières : blé tendre d'hiver, maïs ; viticulture et salade.

### Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 30/11/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	42	39
Arboriculture fruitière	33	32
	+ 4 bilans	
Cultures légumières	18	17
Viticulture	18	18
	+ 1 bilan	+ 1 bilan
Horticulture	7	7
Zones non agricoles	12	12
Autres	2	1

## SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Lancée en 2012, la charte régionale « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages » se déploie sur le territoire (pilotage DRAAF/FREDON/Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature). Portée par le groupe régional pesticides (CROPPP) et inscrite dans les objectifs du plan régional Ecophyto, elle constitue un levier efficace pour accompagner les collectivités dans une démarche progressive de réduction des pesticides.

De nombreux documents de communication et de valorisation (articles, brochures, expositions) sont mis à disposition des collectivités et des partenaires locaux. Un film de présentation

de la charte est actuellement disponible ; un second film, exposant des témoignages régionaux, sera achevé fin 2014. Parmi les autres formes de promotion : journées techniques organisées par les animateurs régionaux de la charte ou portées par différentes structures professionnelles (Plante&Cité, UNEP, Echos-paysage) ; communication événementielle via différents salons.

À ce jour, 116 collectivités sont engagées dans la charte (dont 1 conseil général et 1 communauté de communes), et 30 communes sont pressenties pour une signature avant fin 2014.

## FORMER ET PROFESSIONNALISER

Le dispositif de formation « Certificat individuel produits phytopharmaceutiques » (CIPP ou Certiphyto) poursuit son activité sur 2014 avec plus de 7 300 personnes formées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Ce résultat est dû essentiellement au développement des CIPP collectivités territoriales (2 000 personnes formées) et à la poursuite du rythme soutenu pour les utilisateurs exploitation agricole (70% des chefs d'exploitations professionnelles sont actuellement formés).

En Rhône-Alpes, 77 organismes de formation sont habilités pour les formations CIPP, dont 30 pour les CIPP collectivités territoriales.

La mise en place d'une communication régulière avec les organismes de formation permet de maintenir la mobilisation, notamment auprès des professionnels des zones non agricoles et des prestataires de service pour lesquels on constate une moindre implication.

L'activité d'attribution d'agrément s'est poursuivie en 2014 : à ce jour, 671 agréments ont été accordés depuis la mise en œuvre de la nouvelle réglementation.

### NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 01/08/2014)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>18 363</b>
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : <b>1 055</b>
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : <b>3 055</b>
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (collectivités territoriales) : <b>2 859</b>
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : <b>2 178</b>
<b>TOTAL certificats délivrés ou en cours : 27 510</b>